

l'Objectif

Edition spéciale No 88 - Octobre 2024

www.objectifmagazine.com

INTERNATIONAL

US Presidentials 2024

Trump et Harris aux coude
à coude

ECONOMIE

Sommet Chine-Afrique

De nouveaux accords

SPORTS

Jeux Olympiques Paris 2024

Pari gagné

Cameroun-OIF:

50 ans d'histoire

Paix, sécurité, démocratie,
business, sports et culture...

Le dossier spécial qui retrace
les grands moments de la
coopération entre le Cameroun et
la Francophonie à l'occasion du
prochain sommet de l'OIF, Paris
2024.

2024 All Access@



OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFE

NATIONAL COCOA AND COFFEE BOARD

BP: 3018 Douala-Tél/Fax: +237 33 42 00 02-Email : oncc2003@yahoo.fr-site web : www. oncc.cm

VISION

Contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales. En consacrant efforts, énergie, imagination au renforcement des compétences et capacités des producteurs et, en oeuvrant à la promotion d'une cacaoculture et caféiculture durables.

MISSION

Encadrer et superviser les filières cacao/café en mettant l'accent sur la qualité à toutes les étapes: de la plantation jusqu'au produit fini. Cette mission s'appuie sur la notion de qualité pour assurer au mieux la promotion de l'image de l'origine Cameroun.



ATTRIBUTIONS

- ✓ Contrôler ou faire contrôler et certifier la qualité des produits;
- ✓ Collecter et traiter les statistiques relatives à la production, aux exportations, à la transformation locale, à la consommation et aux stocks;
- ✓ Arrêter des mesures incitatives à la rationalisation du commerce et de la commercialisation des produits et de leurs dérivés ainsi qu'à la promotion de la consommation;
- ✓ Veiller à la diffusion de l'information au sein des filières et s'assurer du bon déroulement et de la cohérence des opérations;
- ✓ Assurer la formation des opérateurs pour une professionnalisation accrue des filières;
- ✓ Suivre les Accords Internationaux de cacao et de café ainsi que la représentation du Cameroun auprès des Organisations Internationales de cacao et de café

L' ONCC, garant de la qualité, de la durabilité et de l'origine Cameroun.

Lom Pangar au coeur du système énergétique du Cameroun



SIEGE SOCIAL

B.P. 15111 Yaoundé - Cameroun
Tél: +(237) 222 23 19 30
Fax: +(237) 222 23 11 13
E-mail : infos@edc-cameroon.org
Site web : www.edc-cameroon.org

L'énergie à moindre coût



PAR IBRAHIM
LINDOU
Directeur de publication

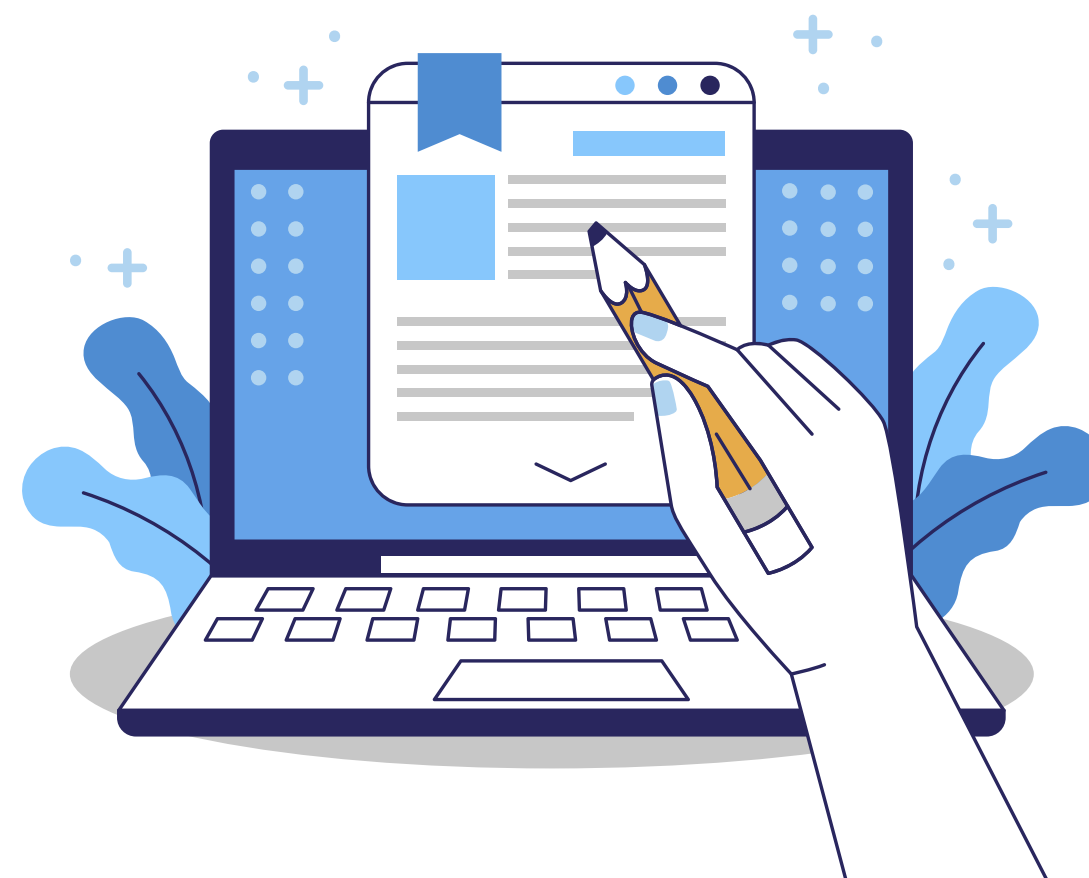
Le Sommet de Paris est aussi celui de l'aboutissement d'un parc d'autopsie de l'espace francophonie au moment où le monde est dans une convergence d'opportunités fragmente par les nouveaux axes de coopérations multilatérales et animée par une volonté de revoir les enjeux du business mondial

Les balises de l'avenir

Parler français. Juste parler français. Et la vie serait-elle peinte en rose ? Le français en commun serait-il devenu un atout majeur ? Atout en termes de priorités et de grâces garantissant un développement tous azimuts des peuples ou communautés dites francophiles dans ce monde en proie aux multiples défis sécuritaires, géopolitiques et géostratégiques ? À en croire l'un des pères fondateurs de la Francophonie, l'ancien président sénégalais Léopold Sédar Senghor, la réponse serait aussi simple. Aussi simple que l'espace francophone partagé par 88 pays et gouvernements membres et près de 321 millions de locuteurs de la 5e langue la plus parlée dans la planète, selon le rapport sur la langue française publié en 2022. « La Francophonie, c'est cet humanisme intégral qui se tisse autour de la Terre », disait-il.

En cette année 2024, le XIXe Sommet de la Francophonie s'invite à nouveau dans l'Hexagone après 33 ans d'absence. À la Cité internationale de la langue française de Villers-Cotterêts et dans la capitale française, les 88 chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et leurs délégations viendront consacrer

à leur juste mesure la vitalité et le dynamisme de la troisième langue des affaires, présente sur les cinq continents et porteuse des valeurs de diversité, de solidarité et de démocratie. Une rencontre qui se tiendra les 4 et 5 octobre 2024 autour du thème « Créer, innover et entreprendre en français ». Un thème ambitieux qui pose résolument les jalons de l'avenir. La Francophonie pense et repense sa façon de faire, d'agir et de fonctionner pour être en adéquation avec les aspirations de ses peuples. Une communauté francophone essentiellement jeune, qui se verra accorder une place de choix à Paris. En effet, pour bâtir un avenir meilleur, il faut le baliser dès à présent avec ces jeunes et femmes représentant la force, la vitalité et le futur de la communauté francophone mondiale. Le Sommet de Paris sera aussi celui de l'aboutissement d'un parc d'autopsies de l'Organisation au moment où l'accentuation de la solidarité et la nécessité d'une nouvelle approche se manifestent avec intensité. La Francophonie se doit de se positionner en leader, non pas en follower d'un monde sous la menace de la polarisation, des replis identitaires et d'effrayantes avancées technologiques.



Et le Cameroun dans tout cet ensemble ? Comme à son habitude, le Cameroun, sous l'impulsion de son sage, le président Paul Biya fera entendre sa voix. Celle d'un pays épris des valeurs fondamentales de la Francophonie et s'inscrivant dans la volonté de s'insérer dans la dynamique de la formation des grands ensembles culturels et économiques qui caractérisent le monde aujourd'hui. Un positionnement précisé par le président Paul Biya depuis son adresse au cours du Sommet de la Francophonie de Chaillot en France, le 28 novembre 1991, au cours duquel

le Cameroun est devenu membre à part entière de l'OIF. « Par cette adhésion, le peuple camerounais tient à manifester sa ferme volonté (...) d'œuvrer au renforcement du dialogue Nord-Sud en vue d'un ordre économique mondial plus juste ». À l'aune du cinquantenaire l'an prochain du lien tissé avec la Francophonie, notre rédaction revisite les grands moments de cette coopération. Mieux encore, il lui permet de s'interroger sur la Francophonie d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Et demain, ce sera Paris, point de décision de la nouvelle Francophonie.



Produire l'énergie
d'une Nation Forte



Transport des produits pétroliers



Des carburants, des lubrifiants et du gaz butane de qualité



Un centre emplisseur d'une capacité de 300 tonnes / jour



Un centre d'analyses et de recherches performant



Le développement de l'industrie énergétique



Une sphère de 8000 m³ de capacité

Immeuble les Hévéas · 14 boulevard Carde · Plateau / BP V 194 Abidjan Côte d'Ivoire
Tel : 225 20 202 500 / 45 00 00 00 / Fax: 225 20 216 824 / www.petroci.ci · info@petroci.ci



SOMMAIRE

N° - 88
October 2024

4 ► ÉDITORIAL

Les balises de l'avenir...
par Ibrahim Lindou

ÉDITORIAL

4 ► Les balises de l'avenir...par Ibrahim Lindou

POLITIQUE

12 ► Paul Biya voix de l'Afrique au 80e anniversaire
du débarquement de Provence

16 ► Philemon Yang aux commandes de la 79e
assemblée générale de l'ONU

EN COUVERTURE

19 ► Cameroun-OIF : Des noces d'or

ECONOMIE

52 ► Focac 2024 : Les grandes leçons

59 ► barrage de Nachtigal : On monte en puissance

DIASPORA

60 ► basketball : l'été indien de Joel Embiid Spotlight

64 ► Louise Mushikiwabo : le visage de la Francophonie

INTERNATIONAL

68 ► France : Enfin un gouvernement

76 ► Gabon : La méthode Brice Oligui Nguema

TENDANCE

82 ► I Am 237 : ces petits mots qui font la mode

SPORTS

84 ► Jeux olympiques 2024 : La France sort le grand jeu

50 ► PRÉSIDENTIELLE
AMÉRICAINNE
Trump-Harris, le sprint final



L'Objectif

EN ROUTE VERS L'ÉMERGENCE

Magazine bimensuel d'information
générale édité par All Access Global
Communication

B.P. 15 383 Yaounde - Cameroun
Tel. (237) 677 55 77 27 / 678 78 78 26
Fax : (237) 222 22 15 68
Web : www.objectif-magazine.com
Publicité/Abonnement
e-mail : infos@objectif-magazine.com

Directeur de la publication
Ibrahim Lindou Ndam
(ibrahim.lindou@objectif-magazine.com)

Conseil éditorial
Ibrahim Lindou, Augustin Fogang,
Jean Daniel Nzegue, Ndam Aboubakar

Directeur de la Rédaction
Pierre Nataf
(pierre.nataf@objectif-magazine.com)

Secrétariat de Rédaction
Murielle Etonde
(murielle.etonde@objectif-magazine.com)

Rédaction
Pierre Nataf, Aicha Nzié, Muriel Etonde, Jean Daniel
Ndzegue, Ndam Aboubakar, Moise Nkoumou, Didier
Ndenguel, Edithe Valerie, Abdoul Kabir Mouchigam.

Correspondant en France :
Jean Daniel Ndzegue

L'OBJECTIF Magazine Online :
Cabrel Patrick Ngouloure
(cabrel.ngouloure@objectif-magazine.com)
Murielle Etonde
(murielle.etonde@objectif-magazine.com)

Direction artistique-infographie :
Muhammad Shakil (Dubai)



Copyright@all access agency 2019

Port Autonome de Douala

Deux remorqueurs en approche



Le processus de modernisation des installations du Port autonome de Douala (PAD) se poursuit. Deux nouveaux remorqueurs viendront bientôt renforcer la flotte de la régie déléguée du remorquage créée le 22 décembre 2020. Ces deux équipements sont actuellement en construction dans la ville vietnamienne de Haiphong. Afin de s'assurer de l'évolution des travaux de constructions de ces engins, une délégation des responsables du PAD conduite par le conseiller technique n°3, Joseph Zaboto,

s'est rendue au Chantier naval de Song Cam au Vietnam. C'est sur ce site que sont montés les deux remorqueurs Aazimut Stern Drive 3010 d'une valeur de 11,6 milliards F. Le contrat de construction signé le 19 octobre 2023 entre le PAD et la société hollandaise Damen Shipyards Gorinchem implique la construction, le transport sur Douala, l'assistance technique pendant une année, l'assurance ainsi que la fourniture des pièces de rechange. La plateforme portuaire vient également de doter la régie de police et de sûreté de 6 bus neufs de marque Yutong. ■

Télévision

Alain Foka lance Afo média



Le 8 septembre 2024. La date marque le jour de naissance officielle d'Afo media. Le projet porté par le journaliste camerounais Alain Foka a été lancé à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo. Le média d'opinion panafricain et 100% digital se positionne clairement pour un narratif africain « sans complaisance, mais sans condescendance ». La plateforme entend raconter l'histoire de l'Afrique, vue par l'Afrique, dite par l'Afrique. L'application téléchargeable Afo media donne accès à un

éventail de programmes allant des chroniques sur les sujets pertinents de l'actualité africaine au divertissement en passant par des entretiens avec des figures majeures du continent, des documentaires immersifs au cœur de l'Afrique et son histoire, des magazines, des rendez-vous culturels, des talks et des analyses sur les principaux enjeux des sociétés africaines.

Pierre NATAF Yutong. ■

Aéroports de Yaoundé et Douala

Des espaces Duty Free en vue

Au courant du premier trimestre 2025, les voyageurs de passage dans les aéroports de Yaoundé et Douala pourront effectuer des achats dans des boutiques hors taxes. Des Duty Free Shops comme on les appelle, qui seront érigés dans ces deux portes d'accès au Cameroun. C'est ce qui ressort de la signature le 11 septembre 2024 du contrat d'exploitation entre Thomas Owona Assoumou, le Directeur général des Aéroports du Cameroun (ADC) et Sountou Bousso le Chief Executive Officer (CEO) de Lagardère Travel Retail pour l'Afrique de l'Ouest. Un document paraphé en présence du ministre des Transports, Jean-Ernest Massena Ngalle Bibehé. Le contrat d'une durée de 10 ans porte sur la conception,



la mise en place et l'exploitation de ces espaces commerciaux. Deux boutiques seront aménagées au terminal de Douala et trois à l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen. ■

Exploitation de la bauxite de Minim Martap

Le Cameroun officialise avec Camalco

Le gisement de bauxite de Minim Martap sera exploité par l'entreprise Camalco. La signature de la convention d'exploitation s'est déroulée le 30 juillet 2024 à Yaoundé. Le document porte les paraphe du ministre par intérim des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (Minmidt), Pr. Fuh Calistus Gentry et de Rana Pratap Singh, Directeur général de l'entreprise Camalco. De façon concrète, le projet porte sur l'exploitation du gisement de bauxite pour une durée de 20 ans, à travers l'extraction de 5 millions de tonnes de bauxite, des réserves prouvées de 99,1 millions de tonnes de ce minerai à 51,6 % d'alumine et 2,4 % de silice. Les composantes du projet font état de la construction de la mine et des autres installations minières connexes à utiliser pendant la phase d'exploitation, l'aménagement de l'itinéraire routier reliant le

site d'extraction à la gare ferroviaire de chargement de Makor dans la commune de Martap, la contribution à la réhabilitation du chemin de fer entre Ngaoundéré et Douala, la construction des installations dédiées au Port autonome de Douala ainsi que la mise en place d'une unité de production d'énergie. En guise de retombées, 10% des parts gratuites de l'État, de la taxe ad valorem au taux de 5 % de la valeur marchande du minerai, du partage de production au taux de 3% du produit marchand, plus de 1000 emplois directs et plusieurs milliers d'emplois indirects sont attendus, entre autres. ■





M. Yaouba BELLO,
President Directeur General

Touristique Express

Une autre vision du transport

Créée en 1999 sous la forme de SARL unipersonnelle par M. YAUBA BELLO, la Société TOURISTIQUE EXPRESS a été transformée en Société Anonyme au capital de FCFA 120 000 000 en 2011 avec comme activités principales le transport des voyageurs et la gestion des véhicules des tiers.

Touristique Express parvient à la phase de maturité après plus de dix ans d'activité meublés par une restructuration profonde de son organisation et de ses orientations stratégiques.

Le leader du transport interurbain compte aujourd'hui un réseau de 22 gares dont 02 à Yaoundé, 03 à Douala, 03 à N'Gaoundéré, 02 à Maroua et une dans chacune des villes ci-après : Garoua, Kousséri, Bertoua, Belabo, Meiganga, Garoua-Boulai, Nkongsamba, Touboro, Yagoua, Kaélé, Abong-Mbang, Guidiguis et bientôt à Douala-Bali, Yaoundé-Coron, Kribi, et la Centrafrique. Touristique Express emploie environ 700 employés répartis sur l'ensemble du réseau.

Touristique Express est l'une des meilleures sociétés de transport voyageur sur le territoire camerounais grâce à l'innovation dans le secteur des transports en commun, nous venons réorganiser l'industrie au plan sécuritaire, technologique et de confort avec des services innovants et remarquables.

Touristique Express a réussi à s'imposer dans le domaine des transports en optant pour la stratégie de diversification de ses lignes et de ses services et pour la culture de l'excellence. Pour maintenir sa place de leader du transport interurbain au Cameroun, l'entreprise propose un réseau diversifié :

Tél. (+237) 222 20 90 81 / 222 20 90 81 82 | Cel. (+237) 698 98 55 55 / 675 50 23 01

BP: 5052 | Localisation: Yaoundé, Etoa-Meki | Email: tex@touristique.cm

Site Web: www.touristique.cm



- **Le 111 Classique** qui est constitué des agences suivantes : Kousséri - Maroua I - Maroua II - Yagoua - Guidiguis-Kaélé - Garoua - Ngaoundéré I - Ngaoundéré II - Ngaoundéré III - Touboro - Meiganga - Garoua-Boulai - Abong-Mbang-Bertoua - Belabo - Yaoundé Mvan - Douala Nkongsamba - Douala Nkongsamba
- **Le 444 Confort** qui est constitué des agences suivantes : Ngaoundéré II - Meiganga - Garoua - Boulai - Bertoua - Yaoundé Mvan - Douala Nkongsamba et le point de vente d'Abong-Mbang.
- **LE 777 business Class** qui est essentiellement constitué de 02 agences : Yaoundé et Douala.



Yaouba BELLO,

Le Leader de l'ombre

Très discret, ce patron d'entreprise évite toute exposition médiatique. Pour lui, il est plus indiqué de laisser les performances, mais surtout la réputation de son entreprise, dire quel type d'artisan il peut être. Grâce à Yaouba Bello, Touristique Express a réussi à se positionner comme le leader du segment des transports haute qualité de grande masse au Cameroun.

L'influence de cet homme qui a choisi d'évoluer dans l'ombre se mesure aussi à l'importante masse salariale des entreprises Touristiques voyages et Touristique Colis, qu'il gère malgré les temps difficiles. Il a réussi, en 2011, à transformer l'entreprise touristique express en SARL au capital de 120 000 000 Fcfa et recruter plus de 700 employés avec près de 22 agences d'exploitation. Une véritable succès story qui se mesure à l'ombre du fils de l'Adamaoua.



80e anniversaire du débarquement de Provence

Paul Biya, la voix de l'Afrique

A Toulon le numéro camerounais a prit la parole pour revenir sur la place de l'Afrique dans le monde.



Le président de la République, Paul Biya, accompagné de la première dame, Chantal Biya était aux premières loges le 15 août 2024 à l'occasion de la cérémonie de commémoration du 80e anniversaire du débarquement en Provence. Outre les égards protocolaires à la Nécropole de la localité de Boulouris-Saint-Raphael, dans le Sud-est de la France, le chef de l'Etat a pris la parole au nom de ses pairs du continent. En présence de nombreux survivants, Paul Biya a mis un accent particulier sur le rôle déterminant des soldats africains dans la libération de la France sous occupation nazie. « Il n'y aurait pas eu de victoire alliée, sans l'alliance sacrée des volontés, sans la contribution des autres peuples, sans les étrangers, sans les noirs et autres tirailleurs », a fait savoir en substance le chef de l'Etat



camerounais, dans une déclaration d'une vingtaine de minutes. Le président de la République a salué le courage et le dévouement de « combattants exemplaires », héritiers pour la plupart de traditions guerrières pour devenir au final, des artisans de la victoire. « Leur sang est à jamais mêlé à d'autres sangs pour que l'étendard de la France et de ses alliés soit définitivement couronné de gloire. En ce jour du souvenir, nous leur devons un immense respect », a-t-il relevé. Tout comme le ralliement du Cameroun, « l'un des tout premiers », obtenu dès le 27 août 1940 avec

des troupes parties de Douala avec des escales au Tchad, en Tunisie, en Sicile avant de parvenir en France. Paul Biya a par la même occasion déploré le défaut d'appropriation des enseignements de la lutte menée ensemble avait pour but de défendre les valeurs et les idéaux universels de justice et de paix dans le monde. « La guerre que l'on pensait à jamais éloignée, est encore aujourd'hui plus proche de nous. (...) Des hommes se battent à nouveau à quelques heures d'ici... Si rien n'est fait, le monde se dirige de nouveau vers une ou plusieurs guerres aux conséquences

incalculables », a déclaré le président de la République, sous forme de mise en garde. S'exprimant après son homologue camerounais, le président français Emmanuel Macron a témoigné de la reconnaissance de son pays envers ces hommes qui se sont battus pour lui. « La part d'Afrique en France est aussi ce legs » qui oblige aujourd'hui la France à continuer à baptiser certaines de ses rues et places des noms de ces soldats « pour inscrire leurs traces impérissables dans notre histoire ». ■

I.L



Sécurité en Afrique centrale

Les résolutions de Yaoundé

La capitale camerounaise a accueilli du 17 au 20 septembre 2024, la 4e session du Comité des chefs de police d'Afrique centrale (CCPAC) et le 24e Forum des ministres chargés des questions de sécurité.



La capitale camerounaise a accueilli du 17 au 20 septembre 2024, la 4e session du Comité des chefs de police d'Afrique centrale (CCPAC) et le 24e Forum des ministres chargés des questions de sécurité.

Le Palais des congrès de Yaoundé était le théâtre du 17 au 20

septembre du grand rassemblement des chefs de police et des ministres chargés des questions de sécurité en Afrique centrale. Les travaux de la 4e session du Comité des chefs de police d'Afrique centrale (CCPAC), et du 24e Forum des ministres chargés des questions de sécurité se sont achevés sous

la présidence du ministre d'Etat, secrétaire général de la présidence de la République (Minetat/ SGPR), Ferdinand Ngoh Ngoh, en présence du président de la Commission de la Cemap, Baltasar Engonga Edjo'o. Le Minetat/ SGPR qui a exhorté les participants venus de 8 pays à redynamiser la coopération



policière en Afrique centrale à travers le partage d'informations.

Ceci dans l'objectif de de lutter efficacement contre la criminalité transfrontalière, la circulation illicite des armes à feu, le terrorisme, la traite des êtres humains et les trafics de tous genres. De ces assises, 26 recommandations ont été formulées au secrétariat permanent de la CCPAC. On retient l'exhortation « aux pays côtiers d'intensifier la surveillance au débarquement

des médicaments placés sous contrôle international, et qui font l'objet des trafics illicites à des fins toxicomaniaques, ceci en vue d'en réduire l'importation frauduleuse ; l'organisation, en collaboration avec le secrétariat permanent et l'appui des partenaires, des opérations spontanées de police pour lutter contre la prolifération des faux médicaments et le vol des véhicules dans la sous-région. » Il faut également y ajouter, le renforcement des mesures de

sécurité aux frontières terrestres, aériennes et maritimes pour lutter plus efficacement contre la criminalité transnationale organisée. Le CCPAC et les ministres chargés des questions de sécurité ont aussi demandé aux pays de la Cemap d'intensifier les actions en vue de l'application de tous les textes relatifs à la libre circulation des hommes et des biens. ■



79e session de l'Assemblée générale de l'ONU Philemon Yang au perchoir

Le Camerounais, président élu de cet organe, a prêté serment à New York le 10 septembre 2024 pour un mandat d'un an.

Moi, Philemon Yang, je m'engage solennellement à exercer en toute honnêteté, loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de président de l'Assemblée générale des Nations unies, à m'acquitter de ces fonctions et à régler ma conduite en ayant exclusivement en vue les intérêts de l'Organisation des Nations unies et ce, dans le respect de la Charte des Nations unies et du Code de conduite du président de l'Assemblée générale, sans solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Organisation en ce qui concerne l'accomplissement de mes devoirs ». Des mots prononcés par Philemon Yang, le 10 septembre 2024 dans l'hémicycle de l'Assemblée générale de

l'Organisation des Nations unies (ONU). La prestation de serment du président élu de la 79e session de l'Assemblée générale de l'ONU suivie du passage de témoin avec son prédécesseur Dennis Francis, originaire de Trinité-et-Tobago. Un rituel symbolisé par la remise du marteau entérinant les décisions prises de ce haut-lieu de la diplomatie mondiale.

Durant son discours inaugural, l'ancien Premier ministre du Cameroun a énuméré les problèmes majeurs secouant actuellement le monde : changements climatiques, conflits et violences armées du Soudan à Haïti, de la bande de Gaza à l'Ukraine, pauvreté, faim, préjugés, haine. « Nous devons lancer un appel à l'action pour relever tous ces défis en nous

appuyant sur la Charte des Nations unies et démontrer que la coopération internationale demeure l'outil le plus puissant dont nous disposons afin de faire face à ces multiples questions et réaliser les plus grandes aspirations de l'humanité telles que la paix, la justice et le développement durable », a-t-il déclaré. Son mandat d'une année, Philemon Yang le place sous le signe de la paix et de la sécurité à travers la prévention des conflits, de l'unité dans la diversité, du développement durable et la croissance économique équitable combinés à la gouvernance environnementale, au multilinguisme, à l'égalité homme-femme. ■

Ibrahim LINDOU



Organisation de la coopération islamique Le dialogue pour la paix

L'appel a été lancé les 29 et 30 août à Yaoundé au cours des travaux de la 50e session du Conseil des ministres des affaires étrangères présidé par le Premier ministre, chef du gouvernement, Joseph Dion Ngute.



Deux jours pour tableur sur les grands dossiers de l'espace islamique en proie dans plusieurs Etats tantôt à des guerres internes, tantôt à des agressions externes. Les participants à la 50e session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) ont renouvelé leur attachement à la paix. Celle-ci ne saurait se construire au milieu des attaques et des représailles, encore moins des bombes et des rafales de coups de feu. La solution identifiée

par le ministre camerounais des Relations extérieures reste le dialogue, la concertation mutuelle et le règlement pacifique des conflits. Assurant désormais la présidence du Conseil des ministres, le Cameroun entend renforcer les liens de coopération entre les pays membres, dans la perspective de la réalisation des objectifs de l'OCI. Conscient de ses responsabilités, le Cameroun va travailler en privilégiant le dialogue et la concertation mutuelle. Il va porter la voix de notre organisation et défendre ses intérêts auprès de nos divers partenaires et dans les autres instances internationales, notamment à l'ONU », a assuré le Premier ministre chef du gouvernement, Joseph Dion Ngute. Placée sous le thème : « Développement des infrastructures de transport et de communication intra-OCI :

instrument majeur de lutte contre la pauvreté et l'insécurité », les travaux qui se déroulés les 29 et 30 août 2024 au Palais des congrès de Yaoundé se sont bouclés sur une note de satisfaction globale. Le Conseil des ministres a ainsi réitéré sa préoccupation concernant la situation humanitaire en Palestine, avec un bilan qui s'alourdit semaine après semaine en termes de morts et de déplacés. L'autre point important concerne l'urgence admise par les uns et les autres de densifier les échanges par l'accroissement des voies de communication et des réseaux de transport. Une nécessité s'inscrivant dans la mise en œuvre d'un plan d'action OCI pour le quinquennat 2026-2030 et les orientations du Sommet islamique de Banjul (Gambie) des 4 et 5 mai 2024. ■



19e Sommet de la francophonie

La France accueille ses hôtes, 33 ans après

Le 19e Sommet de la francophonie qui s'est tenu les 4 et 5 Octobre 2024 à une soixante kilomètres au nord de Paris à la Cité internationale de la langue française, à Villers-Cotterêts. Ce nouveau rendez-vous des décideurs de l'espace francophone s'est soldé par un appel les plus pressants du Président français, Emmanuel Macron qui a veut désormais faire de la francophonie un « espace d'influence » et plaider pour que ses membres portent

« ensemble une diplomatie » qui défende partout la « souveraineté et l'intégrité territoriale » sans anicroches. Retour sur un sommet qui ouvrira sans doute un nouveau débat sur la valeur de l'espace francophone. ■

Dossier préparé et rédigé par Ibrahim LINDOU, Pierre NATAF et Jean Daniel NZEGUE à Paris.



19E SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

La France accueille ses hôtes, 33 ans après

Le 19e Sommet de la francophonie qui s'est tenu les 4 et 5 Octobre 2024 à une soixante kilomètres au nord de Paris à la Cité internationale de la langue française, à Villers-Cotterêts. Ce nouveau rendez-vous des décideurs de l'espace francophone s'est solde par un appel les plus pressants du Président français, Emmanuel Macron qui a veu désormais une francophonie en un

« espace d'influence » et a plaidé pour que ses membres portent « ensemble une diplomatie » qui défende partout la « souveraineté et l'intégrité territoriale », « sans doubles standards », de l'Ukraine au Liban. Il est d'ailleurs revenu, dans son discours d'ouverture sur la situation en Ukraine et au Proche-Orient. Un sommet qui

aura mobilisé des dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement, de l'Afrique à l'Indo-Pacifique. A lire dans le dossier spécial de la rédaction.

Dossier prépare et rédigé par Ibrahim LINDOU, Pierre NATAF et Jean Daniel NZEGUE a Paris.



PARIS À TOUT PRIX

La francophonie, un « espace d'influence diplomatique »

C'est le vœu formulé, tout au long du sommet de Paris, par le Président français Emmanuel Macron.



Au-delà des débats qui ont animé le XIXème sommet de la francophonie, Paris a fixé le cap d'une nouvelle organisation de la «langue française en commun ». A l'ouverture du Sommet de la francophonie tout comme lors de la conférence de presse de clôture de la conférence, l'exécutif français, moteur même de la dynamique de la francophonie, a relevé les enjeux de l'espace francophone

ou francophile comme outil ou enjeux de développement des communautés dites francophiles. Emmanuel Macron a assuré que la francophonie était un « espace d'influence » et a plaidé pour que ses membres portent « ensemble une diplomatie » qui défend partout la « souveraineté et l'intégrité territoriale », « sans doubles standards », de l'Ukraine au Liban.

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) qui compte désormais quatre-vingt-treize États et gouvernements membres (56 membres, 5 membres associés et 32 observateurs) devrait s'atteler à mutualiser les efforts de ceux-ci afin de consolider l'idée d'une francophonie comme véritable espace de business et d'en faire une langue d'affaires.



FRANCOPHONIE PARIS 2024

Le tournant décisif

Le XIXe Sommet de la Francophonie s'est tenu les 4 et 5 octobre 2024 à Villers-Cotterêts et Paris. Bilan des travaux des Chefs d'état et de gouvernement.

À l'issue du XIXe Sommet de la Francophonie, la Secrétaire générale de la Francophonie a salué le succès de l'événement et a remercié chaleureusement la France, pays hôte. Trois enjeux majeurs ont marqué ce sommet :

La jeunesse francophone et l'emploi : Le thème du sommet, «Créer, innover et entreprendre en français», a placé la question de l'emploi des jeunes au centre des discussions, avec la volonté de créer des solutions concrètes tant au sein de l'OIF que dans les États membres pour offrir à la jeunesse des opportunités d'insertion professionnelle en langue française.

Nouvelles adhésions et changement de statut : Plusieurs États et gouvernements ont soumis des demandes d'adhésion ou de modification de leur statut à l'occasion de ce Sommet. Parmi les nouveaux observateurs figurent l'Angola, le Chili, la Nouvelle-Écosse (Canada), la Polynésie française (France) et la Sarre. De plus, des pays comme Chypre et le Ghana ont vu leur statut évoluer pour devenir membres de plein droit, témoignant de l'attractivité croissante de l'OIF.

Multilatéralisme et gestion des crises : Dans un contexte de fragilité du multilatéralisme, le sommet a été l'occasion de réfléchir à la plus-value de l'OIF dans la gestion des crises qui touchent l'espace francophone. Les travaux ont abouti à l'adoption de trois textes majeurs, notamment la Déclaration du Sommet, la Déclaration de solidarité avec le Liban, et la Résolution sur les crises dans l'espace francophone. Ces décisions témoignent du rôle crucial de l'OIF dans la construction d'une Francophonie solidaire, innovante et engagée.

Enfin, les chefs d'État et de gouvernement ont validé les adhésions en tant qu'Observateur à l'OIF de l'Angola, du Chili, de la Nouvelle-Écosse (Canada), de la Polynésie française (France) et de la Sarre (Allemagne) - Chypre et le Ghana devenant quant à eux membres de plein droit - et se sont donné rendez-vous au Cambodge en 2026, pour le XXe Sommet de la Francophonie. L'OIF compte désormais 93 États et gouvernements : 56 membres, 5 membres associés et 32 observateurs.



XIXe Sommet de la Francophonie

Paris fixe le cap

La capitale a accueilli du 4 au 5 octobre 2024, la grande famille francophone de la planète.



Paris, plus de trois décennies plus tard. Pour voir la capitale française accueillir un sommet de la Francophonie, il faut remonter du 19 au 21 novembre 1991. Pour la petite histoire, c'est durant

ce sommet que le Cameroun a fait son entrée dans la grande famille francophone en qualité de membre à part entière. Pour cette première depuis 33 ans, la France ne cache pas sa fierté d'accueillir

les francophones et francophiles venus de tous les continents. La grande rencontre se tiendra plus précisément au Grand Palais de Paris pour le huis clos des chefs d'État et de gouvernement et des

chefs de délégation des États et gouvernements membres de plein droit, le 5 octobre. La veille, tout ce beau monde sera accueilli dans la commune de Villers-Côtterets abritant la Cité internationale de la langue française.

Plusieurs autres lieux seront de la fête. Le Centquatre accueillera le Village de la Francophonie du 2 au 6 octobre. Durant les mêmes dates, La Gaité Lyrique sera l'écrin du festival de la Francophonie. Le Centre de conférences ministérielles, comme son nom l'indique, va abriter la 45e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie, le

3 octobre. La précédente session s'est déroulée du 3 au 5 novembre 2023 à Yaoundé. Enfin, les 3 et 4 octobre, la Station F sera l'hôte du Salon des innovations en français. Un hub au sein duquel transitera la communauté des entrepreneurs francophones.

Depuis toujours, la France s'est engagée dans la valorisation du français, aujourd'hui la cinquième langue la plus parlée du globe. Il s'agit d'une des langues-monde d'aujourd'hui et de demain portant dans son ADN une vision de l'humanité, des espoirs et des valeurs communes. À partir de 2018, le Président de la République, sur

la base d'un travail de consultation citoyenne ayant permis de rassembler plus de 5 000 idées, a présenté une stratégie novatrice et ambitieuse pour la langue française et le plurilinguisme, misant sur l'apprentissage, la communication et la création. Cette initiative en faveur de la langue française et du plurilinguisme a inspiré le thème du sommet « Créer, innover et entreprendre en français ».

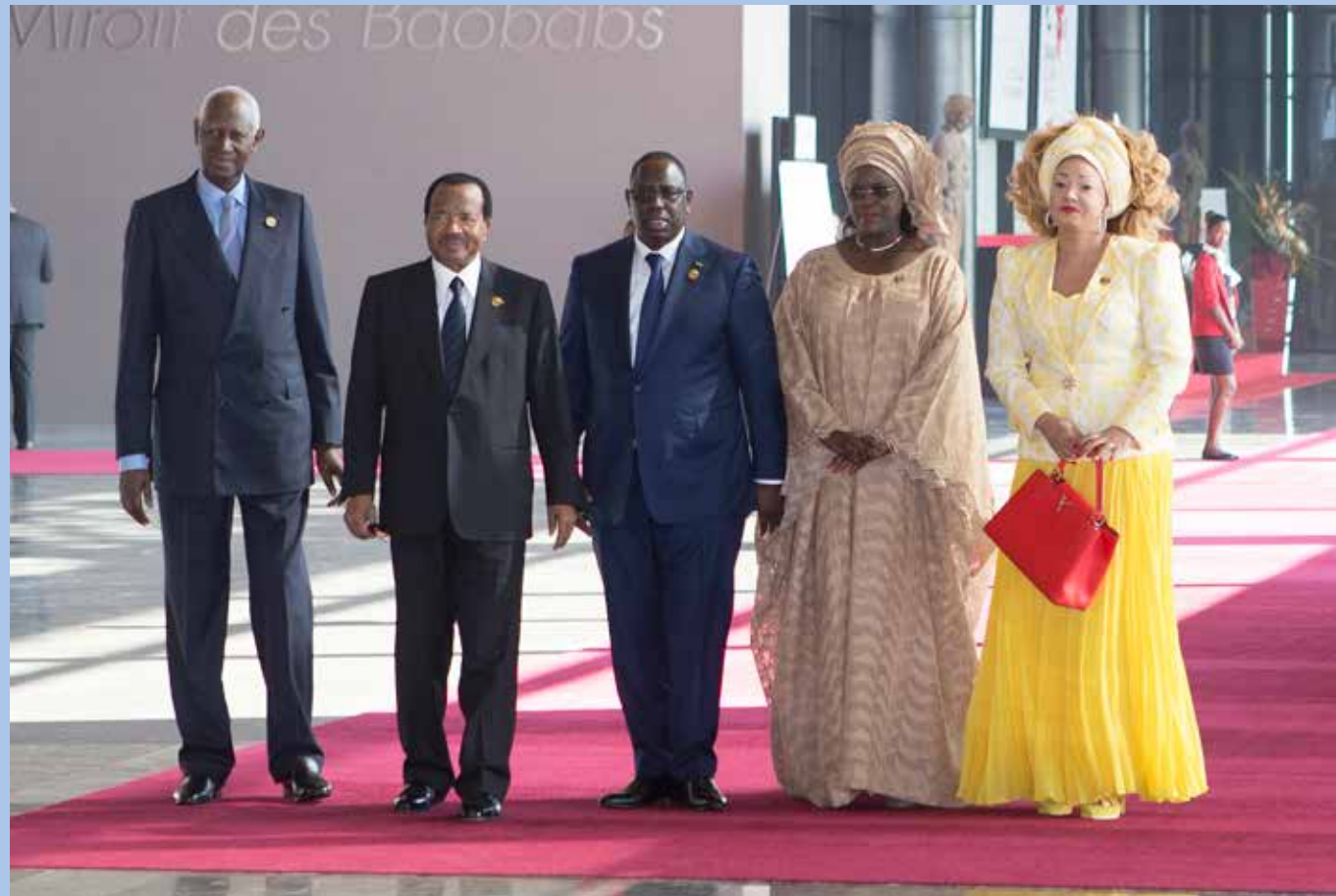
Dossier préparé et rédigé par Ibrahim LINDOU, Pierre NATAF, Rose NNA et Jean Daniel NZEGUE à Paris



Cameroun-Francophonie

En trait continu

Membre associé en 1975, le pays des Lions indomptables entretient une coopération multiforme fructueuse avec l'organisation fédératrice de l'espace francophone.



Membre associé de l'Agence de coopération culturelle et technique, ancêtre de l'actuelle OIF, depuis 1975, le Cameroun est un témoin privilégié de ses mutations successives. À tel point qu'il a été qualifié de « membre éminent » par Ousmane Paye, ancien conseiller spécial du Secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf, de « pays essentiel » par Michaëlle Jean, autre ancien Secrétaire général.

L'une des constantes du Cameroun et de son chef de l'État, Paul Biya, à la Francophonie a toujours été l'instauration d'un ordre économique mondial plus juste. Dans les différentes rencontres, la vision de ce membre à part entière depuis 1991 a toujours été la régulation des relations économiques internationales fondée sur l'équité et la solidarité agissante. À ses yeux, l'OIF dispose

de nombreux atouts pour être un acteur majeur et incontournable sur la scène internationale.

Fort et fier de sa diversité culturelle et linguistique, le Cameroun et l'Organisation ont en partage les valeurs fondamentales de solidarité, de dialogue, de paix et d'éthique. Terre d'hospitalité, il a accueilli sur son sol à plusieurs reprises les quatre derniers secrétaires



généraux : Boutros Boutros Ghali en janvier 2000. Abdou Diouf en 2005, Michaëlle Jean en 2015 et Louise Mushikiwabo déjà à trois reprises. Un rythme de fréquentation témoignant de son honorabilité et de sa crédibilité. De même, le Cameroun a toujours honoré ses engagements.

Financiers auprès des structures

de la Francophonie. Il s'acquitte régulièrement de ses contributions, tant statutaires que volontaires. En temps de paix comme de crise, il a toujours pu compter sur l'Organisation, comme lors de la visite tripartite (Francophonie, Commonwealth, Union africaine) de 2019 sur la situation du pays au lendemain du Grand dialogue national. La coopération entre les

deux parties couvre des champs variés. De la participation aux instances de la Francophonie aux visites des personnalités de la Francophonie en passant par les appuis aux processus électoraux, au renforcement des capacités des administrations et des élus locaux, à la promotion de la culture, au développement social et durable, à la formation et à l'éducation. ■



Les enjeux

La jeunesse en priorité

Le Sommet de Paris présente des défis déterminants pour l'avenir de la jeunesse francophone sur les plans linguistique, numérique, social et économique. 2024 pour un mandat d'un an.

Créer, innover et entreprendre en français ». Une thématique qui en dit long sur l'orientation et l'envergure que l'OIF entend donner au sommet de Paris. Une grand-messe tournée vers la jeunesse et le futur. Sur le plan linguistique, il sera question de capitaliser le dynamisme de la population francophone. Estimée à 321 millions d'habitants actuellement, elle va plus que doubler d'ici 2050 pour atteindre 715 millions d'habitants. D'où la nécessité d'un appui important à l'apprentissage du et en français. Suscitant à la fois de l'enthousiasme et des craintes fondées ou non, l'intelligence artificielle impressionne à travers ses progrès dans les sociétés. Cependant, son application dans l'espace numérique francophone devra être vitrine pour la langue et un reflet de la diversité linguistique et

Chiffres clés de la Francophonie

2e langue étrangère la plus apprise

Près de 70 % des 51 millions d'apprenants du français comme langue étrangère résident en Afrique

4e langue sur Internet

5e langue la plus parlée (derrière l'anglais, le chinois, l'indi et l'espagnol)

29 pays l'ont comme langue officielle

321 000 000 de locuteurs

47,4 % de locuteurs sont répartis en Afrique subsaharienne

07 membres associés à l'OIF

27 membres observateurs

54 membres

88 États et gouvernements



culturelle. Les 88 chefs d'État et de gouvernement attendus devront s'appesantir sur leurs relations commerciales, notamment dans la perspective en termes d'emploi. C'est à ce titre, par exemple, que les politiques échangeront avec de jeunes créateurs et entrepreneurs à travers une pluralité d'événements adossés au sommet. Des activités qui dessinent déjà la passerelle en construction pour les forces vives de la Francophonie : les esprits novateurs, curieux et créatifs de demain.

En interne, Paris va constituer un tournant décisif dans l'aggiornamento amorcé en 2019. Se renouveler, se moderniser pour une meilleure opérationnalisation face aux nouveaux enjeux d'un monde gagnant de jour en jour en polarisation. Face à la transformation numérique, aux défis environnementaux, de l'attractivité économique, de l'emploi, de l'égalité entre les genres, il est attendu la nouvelle orientation de l'OIF, particulièrement en direction

des jeunes et des femmes. De nouvelles propositions d'outils, de projets, d'initiatives impactantes sont annoncées en adéquation avec les besoins et aspirations des bénéficiaires déjà identifiés.

Cinq nouveaux membres devraient être consacrés cette année, les noms de l'Angola, du Ghana, du Koweït sont avancés. Tout comme celui de Phnom Penh, la capitale cambodgienne pour abriter le 20e sommet en 2026. ■



14ème SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Intervention de S.E.M. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun.

(Kinshasa, 12-14 octobre 2012)



14ème SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Intervention de S.E.M. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun. (Kinshasa, 12-14 octobre 2012)

Point 7 à l'ordre du jour sur le thème: « L'Afrique dans la francophonie et la gouvernance mondiale »

- Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo,
- Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Francophonie,
- Mesdames, Messieurs,

Avant toute chose, je tiens à remercier les Autorités congolaises, particulièrement le Président KABILA et le peuple congolais, pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé ainsi qu'à la délégation qui m'accompagne. Kinshasa a vraiment été à la hauteur de sa réputation !

- Mesdames, Messieurs,

L'honneur me revient - j'en suis reconnaissant à notre Organisation et à son Secrétaire Général - d'introduire le débat sur le thème «

l'Afrique dans la Francophonie et la gouvernance mondiale ».

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il est bon, je crois, de rappeler que le continent africain est le berceau de la francophonie. C'est en effet en Afrique que la francophonie - terme employé pour la première fois par le Français Onésime Reclus pour désigner les espaces géographiques où la langue française était parlée - a vu son institutionnalisation, avec la création de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) en mars 1970. L'ACCT s'est muée, en 1998, en Agence Internationale de la Francophonie (AIF) qui donnera naissance, en 2000, à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Ainsi, la famille francophone s'est élargie et s'est transformée. En s'appropriant les valeurs de la démocratie, des droits de l'homme, de la paix, du développement

durable, de la diversité culturelle et de la pluralité linguistique, elle est devenue un acteur majeur sur la scène internationale.

Et d'abord en Afrique.

Le fait que deux éminentes personnalités africaines aient présidé à la destinée de notre Organisation, MM. BOUTROS BOUTROS GHALI et ABDOU DIOUF,

ici présent, auxquels je souhaite rendre hommage, y est évidemment pour quelque chose.

Longtemps marginalisé, notre continent est aujourd'hui crédité de perspectives plus favorables. Il est permis de penser que par les valeurs qu'elle incarne, sa connaissance des hommes et du terrain, son souci de conciliation, la francophonie a sa part de mérite dans cette évolution.

Je donnerai quelques exemples:

- Au plan politique, l'OIF participe à la consolidation de la démocratie en Afrique. Elle accompagne les processus électoraux dans différents pays, notamment au Cameroun. Grâce à la diplomatie préventive, elle a sans aucun doute contribué à la sortie de crise en Côte d'Ivoire, au Niger ou en Guinée Conakry.
- Au plan linguistique et culturel, l'Initiative Francophone de Formation à Distance des Maîtres (IFADEM) a un impact important sur la qualité de l'éducation en Afrique francophone. Elle connaît un grand succès.
- Au plan du développement durable, notre Organisation est à l'origine de diverses concertations en vue de renforcer les capacités des pays africains. Dans le même esprit, elle a décidé

de développer le Projet d'Appui au Développement Local (PROJADEL). Le soutien qu'elle accorde à la vulgarisation des technologies de l'information et de la communication va dans le même sens.

Et ce ne sont là que quelques exemples parmi tant d'autres.

S'agissant de l'avenir de la Francophonie en Afrique, je voudrais vous citer quelques chiffres. Actuellement, sur 220 millions de locuteurs de français dans le monde, plus de la moitié sont africains. Plus frappant

encore, on estime qu'en 2050, 85% des 715 millions de personnes parlant français seront Africains. Je vous laisse faire le calcul.

Pour conclure sur ce point, je ne pourrais faire mieux que citer notre Secrétaire Général, le Président ABDU DIOUF, lorsqu'il déclarait: « L'Afrique incarne tout à la fois pour la francophonie: son passé, son présent et son futur. »

Qu'en est-il de l'Afrique dans la gouvernance mondiale?

J'ai dit plus haut que le regard porté désormais sur notre continent était moins pessimiste. L'Afrique n'est plus seulement le lieu où règnent la guerre, la pauvreté, les épidémies. On lui reconnaît aujourd'hui de grandes potentialités, en particulier dans le domaine des matières premières. C'est mieux mais ce n'est pas suffisant.

Là où se prennent les grandes décisions concernant l'avenir de la planète, c'est-à-dire au siège de l'ONU à New York, sa voix reste faible et difficilement audible. Il en sera ainsi jusqu'au moment où notre continent (27% des membres de l'organisation mondiale) aura, la représentation qui lui revient au Conseil de Sécurité. Le problème est depuis longtemps posé. Personne au demeurant ne conteste le bien fondé de notre demande mais la fameuse « réforme » tarde à entrer dans les faits.

Il en va de même pour les forums internationaux comme le G20 où l'on débat des grandes orientations de l'économie mondiale et où l'Afrique est peu ou pas représentée. Autrement dit, les problèmes de notre développement sont traités en notre absence, même si l'on doit reconnaître que les pays industrialisés prennent en compte dans une certaine mesure la situation de nos pays.

Un mot encore sur la récente crise économique et financière qui a bouleversé l'économie mondiale et menacé de faillite de nombreux pays, y compris parmi les plus grands. Même si l'Afrique n'a pas été frappée de plein fouet en raison de sa moindre intégration dans la globalisation, elle en a aussi payé le prix fort: baisse de ses exportations, ralentissement des investissements extérieurs, stagnation de sa

croissance. Nous qui n'avons cessé de demander une meilleure régulation des flux économiques et financiers: en étions- nous responsables?

Je pose à nouveau la question: Est-ce normal?

Autre exemple, dans sa partie centrale, et notamment en RDC, l'Afrique abrite le deuxième massif forestier du monde, parfois assimilé à l'un des principaux « poumons » de la planète. Il nous est recommandé de le gérer et de l'entretenir pour le bien commun mais que fait-on pour nous aider à lutter contre la désertification?

Malheureusement, de graves foyers de tension subsistent sur notre continent, notamment en Somalie, au Soudan, dans la partie Est de la RDC et plus récemment au Nord du Mali. Certes, les Nations Unies dépêchent parfois dans ces zones des forces de maintien de la paix avec, je le souligne, la participation de pays francophones. Mais, encore une fois, la réponse est-elle à la hauteur de l'enjeu ? Je n'en suis pas sûr.

Veut-on que l'Afrique devienne le terrain d'élection du terrorisme, de la piraterie, de la subversion et du crime organisé ? Ce n'est l'intérêt de personne, ni des Africains, ni de la communauté internationale.

Je pourrais citer d'autres exemples qui montreraient qu'il est de l'intérêt commun des pays développés et

des pays en développement de trouver des solutions conformes au bien de tous. Il faudra pour cela que l'esprit de solidarité – solidarité est le maître mot – l'emporte sur l'égoïsme national et la volonté de puissance. Manifestement, cela prendra du temps.

En attendant, les Africains devront compter sur leurs propres forces, mieux s'organiser sur le plan continental, avancer dans la voie de l'intégration régionale et sous régionale et développer leur coopération au sein des ensembles auxquels ils appartiennent, comme la francophonie.

C'est uniquement ainsi que le système international équilibré que l'OIF appelle de ses vœux pourra voir le jour et la mondialisation à visage humain tenir ses promesses.

Monsieur le Président, Permettez-moi de conclure mon propos en revenant sur la demande d'aide à la reconstruction formulée avec insistance par la délégation haïtienne.

Face aux calamités et autres catastrophes naturelles dont sont victimes les membres de notre Organisation, j'ai plaidé à Montreux, en faveur de la création d'un instrument de solidarité en notre sein.

Je voudrais dire ici à notre Secrétaire général, le Président Diouf, toute mon appréciation pour la célérité avec laquelle il a mis en place le Fonds d'aide d'urgence recommandé à Montreux.

D'après son rapport, ce Fonds, faute de ressources, tarde à être opérationnel.

A ce jour, un seul Etat membre a versé une contribution volontaire (150 000 euros).

Je voudrais, Monsieur le Président, vous prier de lancer un appel aux membres de l'espace francophone pour qu'ils fassent en sorte que le fonds d'aide d'urgence recommandé à Montreux et créé par le Secrétaire général, devienne une réalité.

Ce faisant, nous donnerons tout son sens à cette solidarité qui fonde notre Ensemble.

Je vous remercie de votre aimable attention et de votre patience. ■

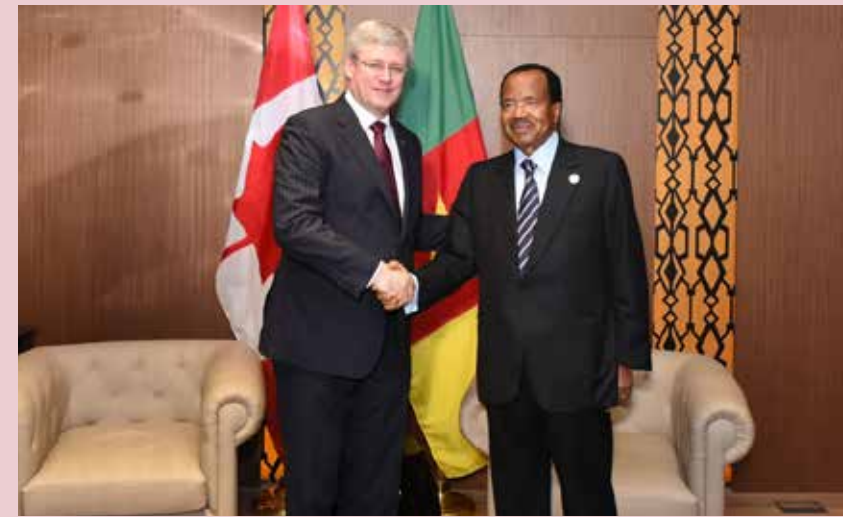


Cameroun-OIF

Une si longue marche...

Retour en images sur les grands moments de la Coopération entre le Cameroun et l'OIF. Évocations.

Chaleureuses et empreintes de sérénités sont les maîtres-mots qui ont marqué la coopération entre le Cameroun et l'OIF. Des visites de travail à la participation à plusieurs sommets de l'OIF, le Cameroun a su toujours jouer sa partition dans la consolidation et le développement de l'espace francophonie. Le numéro un camerounais a d'ailleurs personnellement prêté aux à plusieurs rencontres de l'OIF.



Feedback

La francophonie au fil du temps...

Une volonté affichée de rassemblement autour de l'idée d'une « diplomatie commune » qui s'affine au fil des années, portée par le Président français Emmanuel Macron et soutenue dans sa démarche par le concept du nouveau « français en commun ».



Culture

Un apport constant

La coopération dense dans ce secteur couvre une pluralité de disciplines artistiques.

Le Cameroun devrait prochainement accueillir son premier réseau de Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC). Une initiative mise sur pied en 1986 par l'OIF pour favoriser l'accès aux savoirs, à la culture, à l'information et aux loisirs aux populations démunies en équipements culturels et de lecture. À cet effet, une délégation de l'OIF a visité du 19 au 29 juillet dernier les 19 sites présélectionnés dans les 10 régions pour évaluer le respect du cahier des charges. Depuis son adhésion dans la grande famille francophone, le secteur culturel est l'un des domaines d'intervention de l'OIF au Cameroun.

Outre la contribution dans la politique du développement du

livre et de la lecture, la coopération culturelle Cameroun-OIF se traduit par plusieurs interventions et contributions dans plusieurs disciplines artistiques. La culture fait partie des missions principales de l'OIF. Raison pour laquelle elle a accordé et continue d'accorder des subventions en biens et équipements ainsi qu'à l'organisation des manifestations culturelles. Dans le domaine cinématographique, plusieurs cinéastes camerounais ont bénéficié du Fonds image de la Francophonie, du Fonds Francophonie TV5 Monde plus, Filmac, Clap ACP. Des initiatives parfois en collaboration avec plusieurs partenaires qui soutiennent le développement, la production ou la post-production

des films et séries dans les pays membres à « revenus faibles ou intermédiaires ». Des cinéastes tels que Jean-Pierre Bekolo, Jean-Marie Teno, Mary-Noël Niba, Martin Gérard Nguete, Narcisse Wandji, Cyrielle Raingou, Cyrille Masso, Thierry Ntamack, Rosine Mbakam, Jules Kalla Eyango, etc.

Dans le domaine de la danse, l'OIF a longtemps été le partenaire majeur du festival de danse et de percussion Aboki Ngoma. On se rappelle qu'en 2020, la compagnie théâtrale et cinématographique Mbagoutolom (COTHECIM) a bénéficié de l'appel à initiatives francophones « Jeunes, paix et sécurité » de l'Organisation. ■



« Cette élection est un élément du rayonnement de la diplomatie camerounaise »

Hon. Hilarion Etong, président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.



Monsieur le président, vous avez été plébiscité à la tête de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) le 9 juillet dernier à Montréal, au Canada, à l'issue de la 49e Assemblée générale de cette institution internationale. Comment réagissez-vous à cette marque de confiance ?

Après avoir été adoubé, présenté et soutenu par l'ensemble des Parlements constitués en sections APF de la région Afrique, je viens en effet d'être élu, à l'unanimité et par

acclamations des délégués présents et votants des 93 parlements nationaux (membres, observateurs et associés confondus), président de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Les suffrages de toutes les autres régions du monde, Europe, Amérique et Asie Pacifique, se sont mêlés à ceux de la région Afrique pour me confier ce mandat et ce magistère. De recevoir une telle marque de confiance est, incontestablement, un très grand honneur pour moi. Je m'empresse,

cependant, d'ajouter qu'il s'agit aussi d'une lourde responsabilité qui va désormais peser sur moi. Dans l'ensemble, je m'efforcerai de mériter cette confiance, d'assumer ce mandat sans aucune prétention mais avec humilité, avec un engagement résolu et une réelle volonté de réussir.

Pouvez-vous nous présenter les grandes lignes de votre programme durant ce mandat ?

Mon ambition s'inscrit surtout dans la perspective de la réussite de notre projet commun, celui, notamment, de la mise en œuvre des missions de l'APF qui sont inscrites dans la Charte de la Francophonie et dans les instruments juridiques complémentaires tels que la Déclaration de Bamako (2000) sur le bilan des pratiques de la démocratie dans l'espace francophone et la Déclaration de Saint-Boniface (2006) sur la prévention et la résolution des crises au sein de l'espace francophone. Globalement, ces missions sont, entre autres, celles de : la promotion de la langue française qui est le lien qui permet de définir le périmètre initial de l'espace francophone ; la promotion des valeurs qui constituent et définissent

la Francophonie et qui font en sorte que son assiette soit en mesure de s'élargir puisqu'elle ne se limite plus au seul continuum linguistique.

Au plan matériel ces valeurs sont : la vigilance démocratique au sein de l'espace considéré ; l'Etat de droit ; la diversité culturelle et le dialogue des différences impliqué ; la médiation parlementaire pour contribuer à la prévention et la résolution des crises politiques qui secouent certains de nos pays membres et qui sont autant de points de crispation qui font mal à la Francophonie, notamment en Afrique (Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée, RDC, Rwanda...) mais aussi en Europe, dans les Caraïbes, voire dans le Pacifique ; l'amélioration des rentrées des cotisations des membres pour optimiser les réserves financières ; la consolidation des ressources humaines du secrétariat général de l'APF ; le développement économique des pays membres pour que la Francophonie devienne un espace de prospérité partagée.

Quelles peuvent être les

retombées de votre présidence à l'APF pour le Cameroun ?

A notre sens, l'accession à de telles fonctions accroît, dans sa version parlementaire, le rayonnement de la diplomatie camerounaise. Elle accroît également la crédibilité de l'institution parlementaire camerounaise. Je crois que cette élection achève de convaincre que l'on peut trouver en son sein un trésor, un gisement, en quantité et en qualité, de ressources humaines bien formées, bien calibrées en termes d'expérience et qui peuvent être mise à disposition des institutions de la francophonie parlementaire universelle. Par ailleurs, votre question qui restitue non pas une idée mais une opinion qui renvoie au concept de ce que j'appellerai « d'Institution providence », indique que, bien souvent, les fonctions des parlements nationaux ou internationaux ne sont pas toujours bien perçues. Elle m'oblige à préciser qu'elles ne sont pas de l'ordre des Exécutifs. L'APF qui est l'institution représentative et consultative de la Francophonie est d'abord et avant tout une

tribune. Elle relève davantage du verbe, de la parole. Sa mission est donc tribunicienne. Les résultats escomptés sont immatériels. Ils fondent et précèdent les gains matériels comme la pensée l'est à l'action, en ce qu'elles nourrissent avec intérêt et profit : le bilatéralisme parlementaire ; le multilatéralisme inclusif au plan des facilitations dans la mise en œuvre des programmes de coopération (aide à la formation des parlementaires, des fonctionnaires, construction et équipements des Assemblées nationales, des Sénats, etc.). On ne peut donc conclure à l'inutilité d'une telle organisation interparlementaire. Je crois pouvoir dire que si l'APF n'avait pas existé, les 93 Parlements des pays francophones que compte cette organisation aujourd'hui l'auraient certainement inventée. ■

Source : Cameroon Tribune du



Parole aux acteurs

« Sur le bon chemin »

Hamed YAPJA, coordonnateur national du Réseau des Jeunes Volontaires Francophones du Cameroun



En 20 ans d'existence, quel bilan faites-vous de la promotion des valeurs cardinales de l'OIF par RJVFC ?

Nos principaux faits d'armes, c'est prôner la cohésion sociale, la vivre ensemble, éviter la désinformation et les fake news, être à l'écoute des préoccupations de la jeunesse et les porter vers les décideurs, faire des lobbyings pour une meilleure prise en compte des problèmes de la jeunesse. Nous pouvons dire avec satisfaction que nos actions portent des bons fruits en ce qui concerne la promotion des valeurs cardinales de la Francophonie. La mise sur pied des grands chantiers par le Réseau des Jeunes Volontaires de la Francophonie (JVFC-CAMEROUN) au niveau local démontre avec suffisance que nous sommes sur le bon chemin dans la promotion de la langue française, le renforcement des capacités des jeunes, les formations à l'employabilité des jeunes, les créations des Clubs

Amis du Français dans plusieurs établissements, la lutte contre toutes formes de violence en milieu scolaire, en milieu conjugal, le trafic et la commercialisation de la drogue en milieu scolaire, les partenariats avec plusieurs organisations internationales pour une bonne visibilité de nos actions.

De façon globale, comment se porte le volontariat dans l'espace camerounais et francophone ?

La grande mouvance, le déploiement chaque année des volontaires au Cameroun, ailleurs, partout dans l'espace francophone démontre à suffisance que tout se porte bien. Au Cameroun, le volontariat est développé à tous les niveaux. Nous avons tout un programme développé par le Ministère de la Jeunesse, nous avons France Volontaires,

l'Ambassade de France et d'autres acteurs majeurs qui travaillent à la promotion du volontariat dans l'espace francophone, sans pour autant oublier la société civile. Le Cameroun est parmi les pays qui accueillent un grand nombre de volontaires, et c'est ainsi que les Camerounais et Camerounaises sont aussi déployés dans les missions de volontariat dans d'autres pays. Le Réseau des Jeunes Volontaires de la Francophonie est parmi les organisations de référence, crédibles, appréciées par les hautes instances. J'en veux pour preuve entre autres les participations aux rencontres décisionnelles, accréditation officielle auprès de la Francophonie, développement des partenariats avec d'autres organisations, réseautage, etc.). ■



Jeux de la Francophonie

Une moisson de 121 médailles

Tel est le bilan cumulé du Cameroun en 8 participations à la compétition multisports alliant disciplines sportives et culturelles.



Un alliage de jeunesse, de sport et des arts. Les Jeux de la Francophonie sont un autre théâtre d'expression de la solidarité et de la saine émulation entre pays ayant le français en partage ou en affection. Tous les quatre ans, elle regroupe plus de 3000 jeunes sportifs et artistes issus des États et gouvernements membres de l'OIF. C'est une compétition qui a

la particularité de s'inventer d'une édition à l'autre. Lancés en 1989 au Maroc, 8 autres éditions ont suivi. La dernière en date s'est déroulée du 28 juillet au 6 août 2023 à Kinshasa en République démocratique du Congo.

Une édition au cours de laquelle le Cameroun a particulièrement brillé en accumulant 40 médailles. Soit 13 médailles d'or, 13 en argent et 14 en bronze. Une performance qui lui a permis de se classer troisième de la compétition derrière respectivement la Roumanie et le Maroc. Il s'agit de son meilleur classement en 8 participations. Sa première apparition remonte à la 2e édition en France en 1994. Les athlètes camerounais s'en sortent avec 2 médailles de bronze. Son deuxième plus faible résultat sera

en 2005 au Niger avec 4 médailles (une en argent et 3 en bronze). Au total, en 8 présences aux Jeux de la Francophonie, le Cameroun s'en tire avec 121 médailles, se déclinant en 27 médailles d'or, 37 en argent et 57 en bronze.

Les principales disciplines sportives pourvoyeuses de médailles sont l'athlétisme, le football, le judo, la lutte. Dans les disciplines artistiques, le Cameroun s'aligne régulièrement dans les concours de la chanson, des contes, de la création numérique, de la danse de création, du hip-hop, de la jonglerie avec ballon, de littérature (nouvelle), des marionnettes géantes, de la peinture, de la photographie et de la sculpture/installation. ■





Société de développement du coton La promesse des graines

Malgré un contexte international pas toujours favorable, l'entreprise agroindustrielle se donne les moyens de confirmer l'embellie observée ces dernières années.



La vie à la Société de développement du coton (SODECOTON) est rythmée par la perspective de l'acquisition de deux ponts bascules électroniques. Deux équipements financés à hauteur de 250 millions F prélevés dans le budget de l'entreprise agroindustrielle pour l'exercice 2024. Ils seront installés à Maroua et à Tchatabali, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, afin de peser l'or blanc et les marchandises transportés vers lesdits sites. Selon la communication récemment signée par le directeur général de

la SODECOTON, les entreprises adjudicataires chargées de la fourniture, l'installation et la mise en service des ponts bascule devront le faire dans un délai de 180 jours. Un intervalle qui court à compter de la notification de l'ordre de service de début des prestations. Durant les travaux, les prestataires retenus devront assurer la continuité des flux de pesage sur le site de Maroua en installant un pont bascule provisoire de 60 tonnes. L'incendie d'avril dernier ayant ravagé 200 tonnes de coton est dans le rétroviseur. Tout comme

la baisse du chiffre d'affaires imputable à la dégradation des cours mondiaux du coton en 2023. L'entreprise a réalisé un score de 171,1 milliards F en l'an dernier contre 187 milliards F en 2022. En dépit de cette baisse de la tonne d'or blanc à l'international, la SODECOTON a maintenu l'attractivité de ses prix d'achat du kilogramme de coton graine de premier choix auprès des producteurs. Il se situe toujours aux alentours de 290 F contre 245 F en 2022. Une démarche qui s'explique par la responsabilité sociétale de l'entreprise et par la hausse du prix



du carburant à la pompe. Selon le rapport sur le commerce extérieur rendu public par l'Institut national de la statistique, le Cameroun a exporté 127 506 tonnes de coton en fibre. Soit 147,9 milliards F en recettes. Un chiffre également à la baisse comparativement à 2022 et ses 149 332 tonnes exportées. Du reste, le coton demeure parmi les cinq premiers produits d'exportation du Cameroun

avec 4,9 % des parts du marché. La destination préférentielle du coton made in Cameroon est le continent asiatique. La Chine devance le Bangladesh, le Vietnam et l'Indonésie. Fort de ses fréquentations sur les quais situés sur les berges du Wouri, la SODECOTON a été gratifiée d'une ristourne du Port autonome de Douala de l'ordre de 63 955 999 F. À compter de l'année prochaine,

l'entreprise envisage de passer à une production nationale annuelle moyenne de 400 000 tonnes. Et pour donner un coup de boost à ses exportations, il est envisagé la construction de nouvelles unités d'égrenage. La prochaine, la 11e du genre, sera celle de Godola, non loin de Maroua. ■

Rose Christelle NNA



Forum Chine-Afrique

Plus de 50 milliards de dollars à capter

À l'ouverture du 4e sommet sur la coopération sino-africaine le 4 septembre 2024 à Beijing, le président de la République, Xi Jinping, a annoncé le lancement de 10 programmes pour l'industrialisation et la modernisation du continent.



La Chine n'a pas fait dans la dentelle. À l'entame du quatrième sommet sur la coopération sino-africaine, le président de la République populaire de Chine, Xi Jinping, a fait une annonce que les chefs d'État africains et autres opérateurs économiques ont notée dans leurs agendas. Le président Xi a en effet déclaré que l'Empire du Milieu va mettre à la disposition des pays africains, pour les trois

prochaines années, 50,7 milliards de dollars, soit 29 milliards en ligne de crédit, 11 milliards d'aide et 10 milliards d'investissement des entreprises chinoises en Afrique. Ces ressources ont pour but de financer 10 actions de partenariat sur la modernisation.

Des initiatives qui concernent la formation sur la gouvernance, l'exemption de 100% des taxes

pour les produits africains, la création d'une Zone pilote industrielle Chine-Afrique, les projets d'interconnexion à travers 30 projets d'infrastructures en Afrique. Intègre également cette liste, la création d'une alliance des hôpitaux Chine-Afrique avec 20 projets d'infrastructures médicales, la construction en Afrique de 20 centres de technologies numériques, le soutien à la mise en

œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine, entre autres. À cette occasion, le président chinois a indiqué que « la Chine a une longue histoire d'amitié et de solidarité avec le peuple de l'Afrique depuis de nombreux siècles. Nous remercions la Chine de continuer d'élargir et de développer cet esprit de coopération et de collaboration

avec notre continent ». Cette largesse a un objectif précis, travailler ensemble à promouvoir la modernisation et à construire une communauté d'avenir partagé. Dans cette dynamique, la Chine entend tenir la main de ses partenaires africains, afin de doper l'essor économique du continent. Dans ce sillage, il n'y a qu'à voir

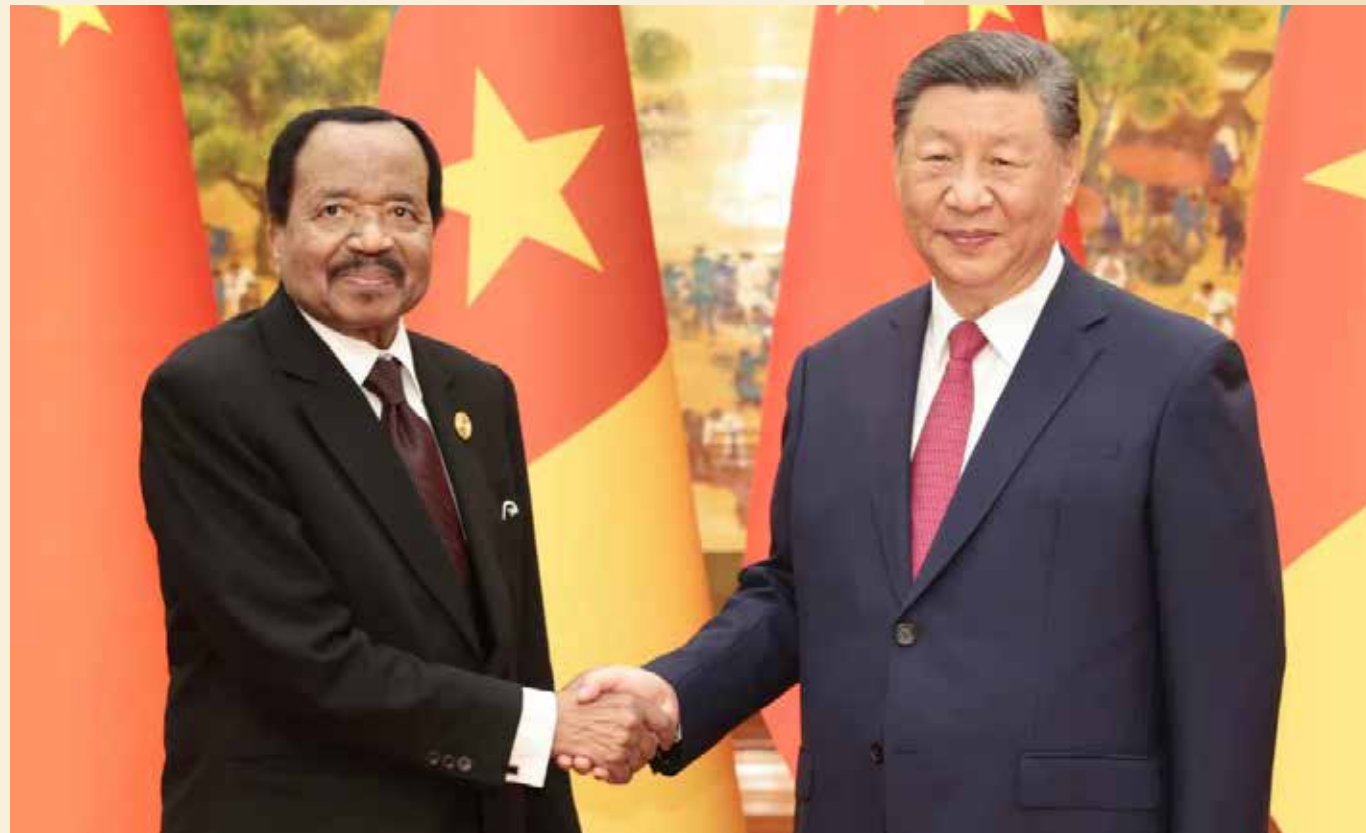
les investissements consentis par la Chine en Afrique pour se rendre compte que la coopération entre les deux parties porte des fruits. Il ne reste plus qu'à espérer que ces 50 autres milliards de dollars auront le même effet. ■

Jean Daniel NZEGUE et Ibrahim LINDOU

Opportunités de l'économie camerounaise

Paul Biya, l'opération de charme

À la faveur du quatrième sommet sur la coopération sino-africaine, le président de la République a présenté aux investisseurs chinois ses projets prioritaires.



Il n'y a pas meilleur connaisseur des opportunités d'investissement qui existent au Cameroun que le président de la République, Paul Biya. Les travaux du quatrième sommet sur la coopération sino-africaine ont donné l'occasion au chef de l'État d'aiguiser l'appétit des investisseurs chinois à délier les cordes de leurs bourses pour venir investir au Cameroun. Les besoins exprimés par le président de la République portent sur divers secteurs.

Relativement au projet de réhabilitation technique de la CRTV par exemple, l'objectif est d'assurer la transformation numérique de la CRTV et de doter le Cameroun d'un système de radio et de télévision numériques de haute qualité. Il était donc question de voir comment ce projet peut être très vite parachévé. L'entreprise chinoise Start Times s'est engagée à faire passer la CRTV de l'analogique au numérique en remettant à plat

ses infrastructures de diffusion, de production. À ce jour, la société chinoise a déjà fourni des stations de télévision mobile (OB Van » équipées de caméras à la CRTV dans le cadre des CAN féminine 2016 et masculine 2021.

L'autre centre d'intérêt était la construction des routes. Le chef de l'État souhaite en effet avoir plus de routes construites, dans le but de faciliter les mouvements des biens et des personnes, élément

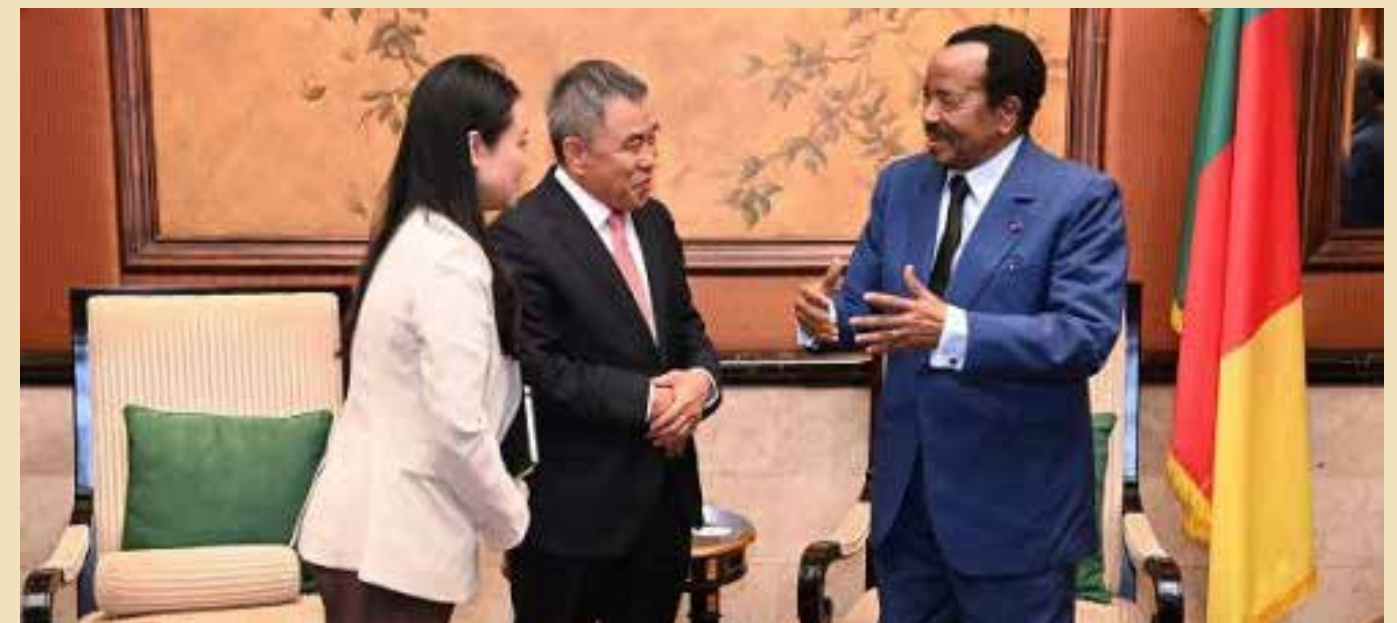


essentiel dans le développement économique du pays. À ce titre, une filiale du groupe China Communications Construction Co. Ltd est déjà impliquée dans les projets autoroutiers Douala-Yaoundé et Yaoundé-Nsimalen. Elle est par ailleurs engagée dans un accord avec le gouvernement camerounais pour la construction d'une ligne ferroviaire de 100km devant relier les villes de Kribi et Edéa. Dans le domaine de

l'agriculture, le Cameroun a fait des équipements pour booster le secteur, mais aussi limiter l'insécurité alimentaire. La présence du ministre chargé de l'agriculture, Gabriel Mbairrobe, en Chine, n'était donc pas fortuite. Il en est de même dans le domaine des transports et même de la mobilisation des ressources. L'appel du Cameroun a été entendu. Car, le président chinois a promis de mettre à la disposition des pays africains

pour les trois prochaines années 50,7 milliards de dollars (dont 29 milliards en ligne de crédit, 11 milliards d'aide et 10 milliards d'investissement des entreprises chinoises en Afrique) pour le financement de 10 actions de partenariat sur la modernisation. Mission fructueuse donc pour Paul Biya. ■

I.L



Port en eau profonde de Kribi

À la pêche de nouveaux investissements

Le Directeur général pour l'Afrique centrale de la Banque africaine de développement, Serge Marie N'Guessan, a effectué une visite de travail à Kribi le 13 septembre 2024, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le Directeur général, Patrice Melom.



Le Port autonome de Kribi (PAK) exploite toutes les voies pour mobiliser des financements dont il a besoin afin de poursuivre et parachever sa modernisation. La présence d'une délégation de la Banque africaine de développement (BAD), partenaire du PAK, le 13 septembre 2024, dans le cadre d'une visite de travail s'inscrit dans cette perspective. Les échanges entre Serge N'guessan, directeur général pour l'Afrique centrale, et Patrice Melom, directeur général de PAK, ont notamment porté sur les réalisations déjà faites par le gouvernement camerounais dans la zone industrialo-portuaire de Kribi. En effet, de par sa position de ville balnéaire, Kribi passe pour être un pôle d'attractivité et un hub majeur en matière d'investissement. La BAD en a conscience, et c'est pour cette raison que le directeur général pour l'Afrique centrale de la BAD pense que le PAK est « un projet

structurant, non pas seulement pour l'économie camerounaise, mais aussi pour celle de la sous-région ».

Pour accroître cet avantage comparatif, Serge N'guessan a indiqué que la BAD va activer son guichet destiné au secteur privé. « Nous allons utiliser, bien sûr, notre savoir-faire en termes de financement des infrastructures », a-t-il déclaré au cours de cette descente. Les secteurs prioritaires vers lesquels les ressources de la Banque seront orientées sont principalement les infrastructures, l'électricité, l'eau et les télécommunications. L'institution financière entend cependant voir le Cameroun effectuer des progrès en matière de réformes de promotion des investissements publics et surtout de rationalisation des zones industrielles du Cameroun. Ce d'autant plus que « Kribi doit

être un port d'envergure mondiale », a-t-il affirmé. Dans cette optique, la BAD va mettre tous les moyens nécessaires pour la réalisation du projet. Entre temps, un point d'honneur devra être mis sur le renforcement des liaisons routières, notamment celles d'Edéa-Kribi et de Lolabé-Campo, pour accroître l'impact des investissements pour conforter et décupler les effets des investissements déjà réalisés. La BAD n'est pas à son premier essai au PAK. On se souvient que l'institution s'est engagée à financer la réhabilitation de la route Edéa-Kribi, la réalisation de la route Lolabé-Campo et la construction d'un pont sur le Ntem à Campo reliant le Cameroun et la Guinée équatoriale. Le coût total des investissements est estimé à 2000 milliards de F. ■

Cemac

La libre circulation toujours en attente

En dépit de la volonté maintes fois exprimée par les chefs d'État, certains acteurs chargés de l'implémentation de cette politique continuent de freiner des quatre fers cette dynamique pourtant salvatrice.

La libre circulation des biens et des personnes en Afrique centrale reste marquée par des contraintes qui freinent son implémentation. Quand il ne s'agit pas de la fermeture des frontières alors qu'on prêche la « libre circulation », on assiste très souvent à des expulsions des étrangers du territoire du pays hôte pour des raisons justifiées ou non. À ces faits s'ajoutent la difficulté liée à la délivrance des titres de séjour et plusieurs autres incidents qui mettent à mal la volonté des chefs d'État de voir les populations de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cemac) aller d'un point à l'autre sans aucune difficulté. Tout ceci relève pourtant de la volonté, de la théorie. Car, sur le terrain, l'on observe des actes qui confortent

la thèse d'un protectionnisme exacerbé peu favorable à la libre expression de l'intégration sous régionale.

Les travaux de la 9e session de la grande commission mixte de coopération entre le Cameroun et la République de Guinée équatoriale, tenus à Djibloho, en Guinée équatoriale en août dernier, ont permis de se rendre à l'évidence que la libre circulation avait encore du chemin à parcourir. Les questions telles que la délivrance et le renouvellement des titres de séjour. Il se trouve qu'en effet, depuis la survenue de la pandémie du Covid-19, des malversations ont été découvertes sur la chaîne de production des titres de séjour, ce qui a induit une centralisation de

cette activité au niveau de Malabo. Fait qui a eu pour conséquence, la congestion dans les centres agréés. Or, entre temps, des contrôles inopinés sont faits, parfois sans une communication adéquate, qu'il s'agisse des contrôles, des expulsions ou encore des détentions des ressortissants étrangers camerounais et d'autres pays. Il y a ce type d'actes, mais il y a aussi les nombreuses restrictions et postes de contrôle aménagés dans les différentes frontières qui ne sont pas de nature à favoriser l'épanouissement des populations. Il y a de ce point de vue du travail à faire pour une libre circulation effective des biens et des personnes. ■



Alimentation en eau de Yaoundé et ses environs

300 000 m³ d'eau supplémentaires

Ce volume injecté dans les canalisations du projet Paepys coule dans les robinets depuis le 20 août dernier, au grand bonheur de certaines populations. D'autres mesures sont prises pour faciliter l'accès à ce liquide de manière convenable.

Depuis le 20 août, des populations de Yaoundé et ses environs éprouvent du plaisir à voir couler de l'eau des robinets. Ceci, grâce à l'injection de 300 000 m³ d'eau produits par jour à la station de traitement Emanas-Batchenga, localité située dans le département de la Lékié, région du Centre. Ce volume est extensible à 400.000 m³ par jour lors de la future extension. À date, la ville de Yaoundé reçoit 185 000 m³ d'eau potable par jour, dont 135 000 m³/j provenant de l'usine de traitement d'eau d'Akomnyada à Mbalmayo et 50 000 m³/j de l'usine rénovée de la Mefou à Yaoundé. Une offre qui était jusqu'ici inférieure à la demande évaluée à 250 000 m³/j. Le Paepys vient ainsi combler le déficit en apportant dans sa phase initiale ce complément de 300 000

m³/j d'eau potable. Soit 12 500 m³ d'eau par heure. De quoi étancher la soif des populations grâce à ce projet structurant lancé en 2016 et qui aura coûté près de 400 milliards F. Financement obtenu grâce à un prêt d'Eximbank China. Pays dont l'une des entreprises, à savoir la société chinoise Sinomach, a réalisé les travaux du projet.

Bien plus, le volume d'eau acheminé dans les canalisations vient contribuer à l'atteinte des objectifs contenus dans la Stratégie nationale de développement 2020-2030 et qui vise à porter à 90 % le taux d'accès à l'eau potable d'ici 2030 contre 55 % seulement aujourd'hui. On devrait donc avoir à cette échéance neuf ménages sur dix qui ont accès à l'eau potable gérée de façon durable. Pour s'assurer

que tout ce liquide produit arrive dans tous les ménages concernés, le président de la République a instruit le déblocage de 10 milliards de F pour la réalisation de certains ouvrages. Il s'agit concrètement de réhabiliter les équipements électromécaniques à la station qui constitue le hub, à savoir Nkoayos ; de réhabiliter les équipements électromécaniques d'Akomnyada et de la Mefou. Il est aussi prévu de construire 60 km de réseau qui vont faire l'extension et procéder à une campagne de branchement massive de 200.000 ménages. Si on considère que la moyenne d'un ménage est de cinq personnes, on aura un million d'habitants de Yaoundé qui doivent nouvellement avoir un compteur et recevoir de l'eau. ■



Barrage de Nachtigal

On monte en puissance

La mise en service de la troisième turbine de 60 mégawatts le 19 septembre 2024 à Ndokoa en présence du ministre de l'Eau et de l'énergie porte à 180 mégawatts la quantité d'énergie produite par cet ouvrage.



L'aménagement hydroélectrique de Nachtigal poursuit sa montée en puissance. La troisième turbine de 60 mégawatts (MW) de cet ouvrage est entrée en service le 19 septembre 2024 à Ndokoa. Cet exercice vient ainsi booster l'intensité de cette infrastructure en portant à 180 MW la quantité d'électricité produite actuellement par cet ouvrage dont la puissance totale installée attendue est de 420 MW. Désormais, on compte donc trois turbines qui fonctionnent en plein régime au barrage de Nachtigal. L'entrée en exploitation des quatre autres se fera progressivement, à raison d'une turbine supplémentaire tous les mois. Théoriquement, le prochain groupe sera mis en service fin octobre. C'est dire qu'une fois que toutes ces turbines

seront opérationnelles, le barrage fonctionnera en pleine capacité. En ce moment, Nachtigal couvrira 30 % des besoins énergétiques du pays avec une électricité verte, rentable et disponible. Pour l'heure, les activités en cours permettent de situer le taux d'avancement à 95,9 %. Résultat obtenu grâce à la mobilisation de tous les partenaires du projet qui sont résolument engagés à le voir s'achever dans les meilleures conditions. En attendant, la mise en service complète est projetée pour début 2025

Le cap franchi le 19 septembre 2024 peine à résoudre les délestages et autres désagréments notés ces derniers jours. Un fait lié beaucoup de contingences. La première étant au niveau de la production. Les centrales thermiques de Kribi

(216 MW) sont en arrêt. Et la Dibamba (88 MW) connaît aussi des difficultés liées aux différends entre Eneo et l'entreprise de production, en raison des retards dans le paiement des factures d'énergie. Le secteur est ainsi délesté d'au moins 20 % de ses capacités de production. Au-delà de la production, il y a l'épineuse question du transport. Mais la signature du contrat d'accès au réseau de transport de l'électricité entre la Société nationale de transport de l'électricité (Sonatrel) et la Nachtigal Hydropower Company (Nhpc) le 23 septembre dernier au ministère de l'Eau et de l'Energie, donne des raisons d'espérer. Il ne reste plus qu'à chaque acteur de jouer pleinement sa partition. ■

Basketball

L'été indien de Joel Embiid

L'intérieur américano-camerounais de 30 ans a récolté une médaille d'or aux Jeux olympiques, une médaille de Commandeur de l'ordre de la valeur remise durant ses vacances au Cameroun et une grosse revalorisation salariale avec les Sixers de Philadelphie.



Je t'aime, moi non plus. Entre les Sixers de Philadelphie et Joel Embiid, l'amour est au beau fixe. Avant de bientôt retourner sur les parquets de NBA, le MVP de la saison régulière 2022-2023 a prolongé son contrat. Courant précédemment jusqu'en 2026, il s'étend désormais jusqu'en 2029. La saison 2028-2029 est en option qu'il peut activer. « Philadelphie c'est chez moi. J'aime cette communauté et tout ce que vous m'avez donné, à moi et à ma famille. Il y a encore beaucoup de travail à faire. Vous méritez un championnat et je pense que nous ne faisons que commencer ! », s'est-il exprimé sur Instagram le 20 septembre 2024. Pour convaincre son géant de 2,13 m, le board de Sixers va consentir 193 millions de dollars

supplémentaires (plus de 113, 8 milliards F). Un nouveau traitement qui lui permettra de rejoindre à partir de 2026 le cercle très fermé des joueurs qui toucheront plus de 60 millions de dollars la saison (plus de 35 milliards F). Dans ce cénacle, on retrouve (Stephen Curry, Damian Lillard ou encore Giannis Antetokounmpo). Au terme de son contrat, le pivot va aussi intégrer le club des joueurs à 500 millions de dollars de salaire cumulé. 515 millions plus exactement pour le joueur drafté en 2014. Seuls des noms comme LeBron James, Stephen Curry, Paul George et Kevin Durant ont fait plus. Quelques semaines auparavant, Joel Embiid remporté la médaille d'or des Jeux olympiques avec Team USA. Tout au long du

tournoi, il a participé au parcours en cavalier solitaire des Etats-Unis en France. La sélection américaine s'est débarrassée tour à tour du Soudan du Sud, de Porto Rico du Brésil, de la Serbie et de la France. Par la suite, le champion olympique a directement pris la direction de Yaoundé pour des vacances en famille. Un séjour agrémenté par la remise d'une nouvelle médaille. Dans les locaux ministère des Sports et de l'Education physique, la star de la NBA a été élevé au rang de Commandeur de l'ordre de la valeur. Une distinction qui lui avait été décernée à titre exceptionnel l'an dernier par le président de la République, Paul Biya. ■

Eric Moïse NKOUANDOU

FIBA U18 Afrobasket

Le Cameroun sur les podiums

Une belle première expérience pour les sélections nationales U18 masculine et féminine en Afrique du Sud. Les deux sélections ont participé aux FIBA U18 Afrobasket du 1er au 14 septembre 2024 à Pretoria. Chez les garçons, le Cameroun, meilleur 3e à l'issue des phases de groupe a pris le dessus sur le Rwanda (63-57), puis sur le Maroc (67-47) pour se hisser en finale. Une dernière étape malheureusement perdue face au Mali (51-60). Malgré cette défaite, le Cameroun se qualifie pour le Mondial U19 prévu en 2025 en Suisse. Le jeune pivot Amadou Seini fait partie du 5 majeur de la compétition. C'est le cas chez

les filles de Damaris Emedie, également couronnée, meilleure rebondeuse. Avec ses coéquipières, elles ont décroché la médaille de bronze. Les jeunes lionnes sont venues à bout de de l'Ouganda (70-66). Avant de fermer le podium, les Camerounaises se sont inclinées en demi-finale devant le Mali (45-103), futur vainqueur. Après leur périple dans la Nation arc-en-ciel, les deux sélections ont reçu les félicitations du gouvernement. C'était au cours d'une cérémonie le 16 septembre dernier au ministère des Sports et de l'Education physique. ■

Eric Moïse NKOUANDOU



DIASPORA

Coupe du monde féminine FIFA U20

Parcours honorable pour le Cameroun



Une qualification en quart de finale, les jeunes lionnes U20 y ont cru jusqu'au bout. Hélas ! le Brésil a été le plus fort le 12 septembre dernier au stade El campin de Bogota en Colombie. Les Brésiliennes s'imposent (3-1) au bout des prolongations. Au cours des 120 minutes de la partie, le Cameroun va prendre l'avance dès la 22e minute sur un but de la capitaine Naomie Eto. Un arbitrage tatillon

permettra au Brésil d'obtenir un pénalty converti par Priscilla 13 minutes plus tard. Combattives et courageuses, le Cameroun va tenir tête au Brésil tout au long du temps réglementaire. A l'expérience et à l'usure, les Sud-Américaines vont inscrire deux autres au but durant les prolongations. Pour sa première participation à un Mondial de cette catégorie, le Cameroun termine son parcours en huitièmes de

finale. Logé dans le groupe A, le Cameroun a bouclé le premier à la troisième place après un match nul d'entrée contre le Mexique (2-2), une défaite devant le pays hôte la Colombie (0-1) et une victoire sur l'Australie (2-0). La compétition a été remportée le 22 septembre par la Corée du Nord, tombeuse du Japon (1-0) en finale. ■

E.M.N





Louise Mushikiwabo

Une femme d'influences...

Depuis son élection en octobre 2018, la Rwandaise met son énergie et sa grande expérience internationale dans la valorisation de l'Organisation.

Face à son reflet devant un miroir, Louise Mushikiwabo voit une femme citoyenne du monde, aux profondes entrailles africaines et originaires d'un village nommé « Rwanda ». Ainsi se définit la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie élue par les chefs d'États et de gouvernement francophones en Octobre 2018 à Erevan la capitale arménienne. Réélue en 2022 au cours du Sommet de Djerba en Tunisie, Louise Mushikiwabo a le regard résolument tourné vers l'avenir. Des horizons se conjuguant avec modernité et pertinence dans l'espace francophone. Une Francophonie disponible et présente auprès de ses citoyens. Son ambition pour l'OIF repose sur un leadership à l'interface humaine fait d'exemplarité, de transparence, d'humilité, de complémentarité, de concertations permanentes et d'homogénéité entre les différents acteurs. La force de l'union, elle y croit dur comme fer au même titre que la culture des résultats et la promotion des solidarités géométriques Nord-Sud, Sud-Sud ou entre les générations.

Dans la matérialisation de cette vision, la diplômée en langues et en interprétation de l'Université du Delaware aux États-Unis met à contribution les qualités qu'on lui reconnaît : écouter, aller vers les autres, pour atteindre des objectifs, son sens et son intuition politiques, ses talents de médiatrice, entre autres. Des qualités, mais également une longue expérience en tant que figure de proue de la diplomatie rwandaise (près de 10 ans) et internationale. Du haut de ses 63 printemps, elle a occupé les fonctions de ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Communauté de l'Afrique de

l'Est, ministre de l'information dans le gouvernement de son pays. C'était bien après avoir vécu près d'une vingtaine d'années au pays de l'oncle Sam et une escale en Tunisie à la Direction de la communication de la Banque africaine de développement. D'où son impressionnant carnet d'adresse lui facilitant la mobilisation d'un important réseau d'experts, d'alliés et de partenaires.

S'exprimant parfaitement en français, en anglais et en kinyarwanda sa langue maternelle, Louise Mushikiwabo est une femme nullement angoissée de prendre la parole dans les grandes tribunes mondiales. De New-York à l'Onu à Addis-Abeba où siège l'Union africaine, son éloquence, sa rigueur et son dynamisme ont contribué à sa désignation par le célèbre magazine hebdomadaire francophone « Jeune Afrique » parmi les personnalités africaines les plus influentes en Afrique. Louise Mushikiwabo est par ailleurs l'auteur du livre « Rwanda Means The Univers » sorti en 2006 aux éditions Saint Martin's Press. Autour de la question du génocide des Tutsis en 1994, elle trame un mémoire socio-historique intergénérationnel et autobiographique. Elle compte à son actif de nombreuses publications dans la presse écrite et numérique ainsi que de nombreuses collaborations dans des talks audiovisuels et des participations dans des films documentaires. ■

Ibrahim LINDOU

Spotlight

Nous avons obtenu de bons résultats

Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Madame la Secrétaire générale, au moment où les travaux de la 44e Conférence ministérielle de la francophonie s'achèvent, quel bilan pouvez-vous en faire ?

C'était une ministérielle formidable, tant dans l'atmosphère de travail que dans les résultats obtenus. Nous avons eu un débat de fond sur les maladies de la gouvernance, sur l'action de la francophonie ; en ce qui concerne l'apport de notre organisation dans l'apaisement des situations de crise, surtout en Afrique de l'Ouest, ainsi que dans tout l'espace francophone. Nous avons également discuté sur l'évolution des contributions des Etats membres, de la jeunesse francophone aujourd'hui, de l'éducation des filles, de la préservation de l'environnement, des activités de coopération, du numérique, etc. Beaucoup

d'autres programmes ont été mis en avant pour les trois prochaines années. Je remercie tous les Camerounais pour l'accueil et la gentillesse que nous avons sentis pendant trois jours dans ce pays formidable. Je remercie également le gouvernement du Cameroun, à travers le ministre des Relations extérieures, pour l'organisation fluide cette conférence. J'exprime toute ma gratitude au président de la République, Paul Biya, qui m'a fait l'honneur de me recevoir.

A la séance inaugurale, il a été annoncé que quatre pays africains au sud du Sahara allaient apporter une contribution au budget de l'OIF. A quoi servira cet argent, pour le fonctionnement, le financement ou alors pour les projets portés par l'organisation ?

Effectivement, certains pays africains membres de notre

organisation ont déjà transféré d'importants fonds à notre organisation. Et ils ont été réceptionnés par nos services financiers et administratifs. Il s'agit précisément de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Sénégal et du Rwanda. Les montants ainsi transférés serviront à la réalisation de nos programmes évoqués plus haut, avec lesquels on travaille avec différents acteurs Camerounais.

A l'issue de cette 44e Conférence ministérielle de la francophonie, à quoi doit-on s'attendre concrètement de la francophonie, en matière de promotion de la bonne gouvernance dans l'espace francophone ?

En tant qu'organisation multilatérale, on vient en supplément du travail et des efforts des Etats. Il ne nous revient



pas de changer la gouvernance des Etats. Nous sommes là pour leur prodiguer des conseils, leur servir de garde-fous. Souvent pour échanger et analyser, avec certains dirigeants de l'espace francophone des situations compliquées. Parfois aussi, nous faisons la médiation entre les acteurs politiques qui ne parlent pas la même langue. C'est le cas aujourd'hui où nous sommes impliqués dans les aspects électoraux. Nous y sommes d'ailleurs depuis longtemps. Ce à quoi il faut s'attendre, c'est que chaque fois que l'on peut se réunir et qu'on écoute les autres, on repart toujours avec un bagage qui permet de se remettre en question, de changer les choses. Nous espérons donc qu'il y ait des améliorations dans la gouvernance de nos Etats. Car, bien nombreux sont ceux qui ont de sérieux problèmes. Ce sujet a été au centre de nos discussions, y compris celui lié aux ruptures d'ordre constitutionnel.

Plusieurs coups d'Etat ont été enregistrés cette année en Afrique de l'Ouest, et la réaction de l'OIF a été différente selon les pays. Certains ont été suspendus, d'autres pays pas encore. L'OIF envisage-t-elle, dans un esprit de dialogue, une prise de parole ou une position unique concernant les pays qui ne sont pas présents cette année ?

Tout comme l'origine et l'insistance de ces coups d'Etat, il y a des différences qui viennent de l'évaluation des contextes, des explications qui sont données par ces Etats eux-mêmes. En tant que secrétaire générale de l'organisation, je suis tributaire de la volonté des Etats sur ces questions-là. Je les réunis, et parfois au cours de ces réunions, je leur demande la conduite à tenir. Pour le cas du Niger, où la situation s'est avérée très compliquée, nous n'avons pas suspendu cet Etat parce que nous sommes dans une situation où nous ne savons pas qui

gère le pays. Le faire aurait voulu dire que nous suspendons un Etat dont le chef de l'Etat est toujours président. Comme nous l'avons constaté, l'organisation sous-régionale n'a pas encore décidé d'une transition. Pour le cas du Gabon, la transition y est plus ou moins actée par l'organisation sous-régionale. Il y a une acceptation de l'autorité de transition qui est en place aujourd'hui. A propos des autres pays suspendus, parce que je représente le sentiment de plusieurs Etats et gouvernement des pays membres de notre organisation, je peux leur dire de revenir rapidement à la normale. Que la période de transition soit conduite de la manière dont ses dirigeants se sont engagés. Une transition étant là pour préparer la suite. Nous nous attendons à cela. ■

Source : Cameroon Tribune du 6 novembre 2023



France

La Team Michel Barnier

Le Premier ministre nommé le 5 Septembre 2024 dévoilé son équipe gouvernementale 16 jours plus tard. Issu de la droite républicaine, il devra manœuvrer avec une Assemblée nationale fortement polarisée.



Dans un paysage politique bouleversé au lendemain du second tour des élections législatives du 7 juillet dernier, le président français Emmanuel Macron a mis fin le 5 septembre 2024 à une longue impasse au sein du pouvoir exécutif. Après 51 jours de flottement suite à la démission d'Yvan Attal, le chef de l'Etat a porté son choix sur Michel Barnier comme Premier ministre. Politicien de droite expérimenté, le septuagénaire (73 ans) est un homme rompu aux négociations difficiles et au compromis. Malgré une carrière politique bien remplie, le nouveau locataire de Matignon devra composer avec la censure promise par la gauche et le sursis accordé par l'extrême droite. C'est au milieu de ces forces davantage polarisées au sein de l'Assemblée nationale qu'il devra opérer les changements et les ruptures promis au lendemain de son intronisation. « Il s'agira de répondre, autant que nous le pourrons, aux défis, aux colères, aux souffrances, au sentiment d'abandon, d'injustice », avait-il précisé.

Pour ce faire, le 21 septembre, Michel Barnier a constitué la nouvelle équipe qui l'épaulera. 39 ministres parmi lesquels 19 ministres de plein exercice, 15 ministres délégués et 5 secrétaires généraux. Un jeu d'équilibriste au terme de plus de deux semaines de tractations donnant lieu à une formation orientée vers la droite. Le camp présidentiel et ses alliés s'en sortent avec une vingtaine de portefeuilles. 10 personnalités proviennent de la droite républicaine et une de la gauche. Bruno Retailleau de Les Républicains hérite du ministère de l'Intérieur, le socialiste Didier Migaud va à la Justice les macronistes Sébastien Lecornu et Antoine Armand prennent les directions respectives des ministères des Armées et de l'Economie. Jean Noel Barrot du MoDem aura quant à lui la responsabilité des Affaires étrangères. Parmi les dossiers les plus urgents, le nouveau gouvernement devra trouver des réponses appropriées sur des questions telles que le budget, les impôts, les retraites, la situation en Outre-mer, les lois de progrès social ou encore l'immigration. ■



Mpox

Deuxième alerte en Afrique

Après la première proclamée de 2022 à 2023, l'Organisation mondiale de la santé a à nouveau déclaré la maladie « Urgence de santé publique de portée internationale ».



Autrefois dénommée variole du singe, il faut désormais compter sur Mpox, sa nouvelle dénomination. Le 13 août 2024, Africa CDC, l'agence de santé continentale de l'Union africaine a déclaré la maladie « urgence sanitaire publique de sécurité continentale ». Une alerte sur l'épidémie de Mpox en cours

suivie le lendemain par celle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La situation est placée en « Urgence de santé publique de portée internationale », comme durant la période allant de juillet 2022 à mai 2023.

Selon le point dressé le 13

septembre dernier, Africa CDC renseigne du niveau de propagation du Mpox sur le continent. Parti de la République démocratique du Congo, qui regroupe plus de 95% des cas et 97% des décès à l'échelle du continent, l'épidémie se propage rapidement sur le continent au-delà de la zone endémique

(l'Afrique centrale et l'Afrique de l'ouest). De 7 146 cas en 2022 à 14 957 en 2023, elle atteint plus de 20 000 cas depuis le début de l'année 2024 dans au moins 15 pays africains. Cette année, 26 544 cas de Mpox dont 5 735 cas confirmés et 724 décès ont été reportés. Des pays jusque-là jamais touchés par la maladie comme le Burundi, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda enregistrent désormais des cas. Africa CDC redoute l'aggravation avec la prise en considération de « nombreuses faiblesses de la surveillance, des tests de laboratoire et de la recherche des cas contacts. »

Situation du Mpox au 13 septembre 2024

RDC : 25 465 cas dont 5002 cas confirmés, 635 décès

Burundi : 1139 cas dont 328 cas confirmés (source ministère de la Santé)

vAfrique du Sud : 24 cas confirmés dont 3 décès

Cameroun : 42 cas dont 5 cas confirmés, 3 décès

vRépublique du Congo : 158 cas dont 21 cas confirmés (sources Ministère de la Santé)

vRépublique centrafricaine : 278 cas dont 48 cas confirmés, 1 décès

Côte d'Ivoire : 181 cas dont 43 cas confirmés, 1 décès

Nigeria : 916 cas dont 48 cas confirmés (source Nigeria Centre for Disease Control)

Liberia : 93 cas dont 8 cas confirmés

Ouganda : 10 cas confirmés

Kenya : 115 cas dont 5 cas confirmés

Rwanda : 4 cas confirmés

vGabon : 15 cas dont 2 cas confirmés

vGuinée : 24 cas dont 1 cas confirmé

Maroc : 1 cas confirmé

Source : Africa CDC . ■



RDC Congo

Felix Tsisekedi, l'atout-maître

Activisme diplomatique, libertés publiques et populisme. Depuis sa prise de pouvoir en janvier 2019, le président de la République Démocratique du Congo, Felix Tshisekedi tente de se démarquer de son prédécesseur Joseph Kabila, avec qu'il partage cependant le pouvoir au sein d'une coalition.



«C'est un président de l'extérieur». C'est le sentiment que partage certains congolais de la diaspora. Ils font allusion aux nombreux voyages en Occident de Félix Tshisekedi, qui a pris le pouvoir en République Démocratique du Congo il y a tout juste un an, au terme d'une présidentielle sous haute tension.

Conscient d'avoir les mains liées et qu'il ne sera pas libre de gouverner comme il l'entend, Félix Tshisekedi a multiplié dès le début de son mandat les déplacements, notamment en Belgique, en France et aux États-Unis, pour sortir son pays de l'isolement. «Son activisme en Europe et aux États-Unis vise aussi à faire inverser les rapports de force en interne. Il sait que son prédécesseur n'a plus de soutien à l'international à part quelques alliés sur le continent. Mais lui, il parle à tout le monde», estime Trésor Kibangula, analyste pour le Groupe d'études sur le Congo (GEC) basé à New York.

L'élection en janvier 2019 du fils de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, longtemps opposé aux Kabila (père et fils), avait marqué pour la première fois une alternance pacifique à la tête de ce pays



immense d'Afrique centrale. Mais pour que Joseph Kabila, resté au pouvoir pendant 18 ans, cède son fauteuil, Félix Tshisekedi, à la tête de l'alliance Caché a dû accepter de former une coalition avec le mouvement Front commun pour le Congo (FCC) de son prédécesseur qui contrôle le Parlement et dispose de solides relais dans l'appareil sécuritaire.

Conséquence, le nouveau président congolais s'est retrouvé au terme de sept mois avec un gouvernement pléthorique de 65 ministres et d'une centaine de conseillers composé aux deux-tiers par des membres du clan Kabila.

PUBLICITÉ

Bien que l'alliance qu'il préside ait pu obtenir des ministères essentiels comme l'Intérieur, l'Économie et les Affaires étrangères, Félix Tshisekedi

ne dispose pas d'un véritable pouvoir pour exercer ses prérogatives de chef d'État. Agacé, il a d'ailleurs tapé à plusieurs reprises du poing sur la table pour mettre en garde les ministres encore loyaux à Joseph Kabila qui remettent en cause ses ordres.

À l'instar de Clément Kuete Nymi Bemuna, ministre du Portefeuille, ou de José Sele Yalaghuli, ministre des Finances. Le premier a bloqué des ordonnances présidentielles de nomination de hauts cadres à la tête de la Gécamines, le géant des mines congolais, et de la Société nationale des chemins de fer depuis juin 2019. Et le second réchigne à débloquer des fonds pour l'exécution de certains projets.

Une coalition sous tension

Dimanche à Londres, lors d'une rencontre avec la diaspora congolaise

en marge du sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement, le président congolais a menacé de «virer» des ministres, si ses partenaires de la coalition savaient son pouvoir. «Le Congolais m'a confié une mission et je dois rendre compte à ce peuple. Et celui qui ne va pas suivre mes instructions et qui s'attachera aux instructions de sa famille politique, il sera viré», a déclaré Félix Tshisekedi. «Jusqu'à présent, je n'ai vu aucun ministre s'opposer à mes décisions. Mais certains ministres me disent qu'ils subissent des pressions», a-t-il ajouté dans un discours en lingala, la langue nationale du pays.

Preuve des tensions réelles au sein de la coalition, le chef de l'État a également brandi la menace d'une dissolution de l'Assemblée nationale : «Je ne peux pas dissoudre l'Assemblée



nationale tant qu'il n'y a pas crise». Mais en cas d'obstruction, «je serai contraint, en fin de compte, de prendre [cette] décision».

«Félix Tshisekedi n'a de réel contrôle ni sur l'armée ni sur le Parlement. Menacer de dissoudre l'Assemblée est peut-être une manière de mettre la pression sur le FCC de Joseph Kabila et se ménager des marges de manœuvre. Mais c'est un risque que le président ne prendrait pas. Rien n'est moins sûr qu'il obtiendra des résultats autres que celles des législatives précédentes», estime Trésor Kibangula. Une éventuelle dissolution de l'Assemblée avant les prochaines élections en 2023 «serait une bombe atomique», avec des «conséquences incontrôlables», affirme pour sa part à l'AFP Richard Moncrieff, expert du

centre de réflexion International crisis group (ICG). «Tshisekedi a émis des menaces mais son plan A, c'est de continuer la coalition avec Kabila», ajoute-t-il.

«Décrier le climat politique»

Ce n'est pas la première fois que Félix Tshisekedi tient un discours acerbe contre le camp Kabila. En visite officielle aux États-Unis en avril 2019, il avait affirmé vouloir «déboulonner le système dictatorial qui était en place» en luttant contre «la corruption, la mauvaise gouvernance» et «les arrestations arbitraires», lors d'une conférence de presse organisée par le Council on Foreign Relations.

«Ces propos très offensifs, tenus souvent hors du pays, sont certainement pour dompter la diaspora

congolaise connue pour son hostilité à l'encontre de l'ancien régime», explique Trésor Kibangula, l'analyste du GEC. À raison. L'une des premières mesures fortes prises par le président Tshisekedi pour rompre avec son prédécesseur, a été de libérer deux mois après son investiture plusieurs centaines de prisonniers politiques et de permettre le retour des exilés politiques comme l'opposant Moïse Katumbi. «Cela a permis de décrier le climat politique qui était extrêmement tendu en 2018 quelques mois avant les élections. Et on peut désormais manifester tranquillement dans le pays sans être inquiété. Ce n'était pas le cas sous Joseph Kabila», explique Trésor Kibangula.

«L'apaisement politique et social» est la plus grande réussite du président



Tshisekedi, a également confié à l'AFP un diplomate en poste à Kinshasa.

Félix Tshisekedi a aussi marqué un grand coup sur le plan social, en annonçant la gratuité de l'enseignement dans les écoles publiques. La mesure est entrée en vigueur en septembre. «C'est une

mesure très forte mais populiste, qui est applaudie par tout le monde. La gratuité de l'enseignement est garantie par la Constitution, mais elle n'a jamais été appliquée. Cela soulage beaucoup les ménages. Mais la mesure fait des mécontents dans le milieu enseignant dont les salaires ont été réduits»

affirme Trésor Kibangula.

Pour 2020, le président a promulgué un budget annuel estimé à plus de 10 milliards de dollars, soit près du double du budget précédent (6 milliards de dollars) ■

Pierre Nataf à Kinsasha

Gabon

Brice OLIGUI NGUEMA, le Général porteur d'espoirs

Plus d'un an après le coup d'état contre le régime Ali Bongo, le président intérimaire poursuit son activisme pour le retour au premier plan du pays.



Le 30 août 2023. Une date à ne pas oublier dans l'espace médiatique gabonais. A la télévision d'Etat, des messages de l'armée relaient en permanence à la population, la prise de pouvoir sans effusion de sang afin de sauver le pays d'une grave crise politique, économique et institutionnelle. Un rôle de super-héros qu'endosse pleinement le général Brice Clotaire Oligui

Nguema, le chef de la transition au Gabon. Tout au long de la première de sa première année au commandement, l'homme fort de Libreville a multiplié les grandes manifestations populaires. Une tournée républicaine au cours de laquelle, le dirigeant politique et militaire a davantage ressorti le civil qui sommeille en lui. Un marketing politique de proximité, une image bien soignée et sa grande

cote de popularité auprès des populations gabonaises, font naître des appels à candidature au terme de la transition en 2025.

En attendant, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, peut se targuer d'avoir œuvré à la réintégration en mars dernier du Gabon au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique



centrale (CEEAC). Une décision de l'organisation communautaire intervenant après des consultations auprès des chefs d'Etats de la sous-région. Les démarches restent en cours avec l'Union africaine. D'un autre côté, la mise en œuvre des recommandations du Dialogue national inclusif charrie d'énormes attentes entre l'instauration du régime présidentiel dans la future constitution prochainement soumise à référendum, la suppression du poste de Premier ministre, le bicaméralisme au Parlement, le non cumul des fonctions de député et de ministre, entre autres. Cependant, le chef de la transition doit encore adresser des solutions à certains défis économiques et sociaux. L'euphorie ambiante n'a pas effacé le challenge de la diversification de l'économie au-delà de l'or noir dont il est le quatrième producteur en Afrique subsaharienne. ■



Présidentielle américaine

Trump-Harris, le sprint final

Le scrutin par anticipation a démarré depuis le 16 septembre dernier dans certains Etats.



Tous les bulletins de vote de l'élection américaine ne seront pas dépouillés au soir du 5 novembre 2024. Le code électoral donne la possibilité aux citoyens américains de voter par anticipation dans tous les Etats. C'est dans cette logique que le corps électoral peut voter par correspondance depuis le 16 septembre en Pennsylvanie, dès le 20 septembre dans le Minnesota, le Dakota du Sud et en Virginie. En Caroline du Nord, cette forme de vote est autorisée à compter du 17 octobre. Il faut préciser que ce mode de scrutin a gagné du terrain avec le contexte sanitaire lié à la pandémie de Covid-19. Lors de la dernière élection en 2020, ils étaient jusqu'à 70 % d'électeurs ont été séduits.

Pour l'heure, le suspense reste entier entre les deux candidats. Les prochaines semaines s'annoncent décisives d'un camp comme dans l'autre. Les sondages, pas toujours fiables, ne reflètent pas toujours la réalité. L'élection américaine a ceci de particulier qu'elle ne trouve pas son dénouement dans le décompte des voix mais sur une majorité absolue des grands électeurs. Après le débat télévisé du 10 septembre dernier, la vice-présidente Kamala Harris est en tête des sondages. Dans l'invective, son style de prédilection, Donald Trump n'a véritablement pas apporté des réponses claires sur les thèmes de l'économie, de l'avortement, de l'immigration et des armes. Acculé, le milliardaire de 78 ans

a pourtant revendiqué la victoire face à une Kamala Harris, 59 ans, offensive et qui a surtout gagné en crédibilité et en assurance. Au point de formuler la proposition d'un deuxième débat à son adversaire. La réponse de ce dernier interviendra deux jours plus tard. « Il n'y aura pas de troisième débat », a écrit Donald Trump sur la plateforme Truth Social. La déclaration du candidat républicain accompagnée de la riposte de Kamala Harris, la candidate démocrate à la présidentielle américaine. « Nous avons le devoir vis-à-vis des électeurs d'avoir un nouveau débat », a retorqué la vice-présidente sur X. ■



L'AM 237, l'élégance à la camerounaise

Ces dernières années, la marque fondée par Arnaud de Wecapounet s'impose dans le paysage vestimentaire local comme la vitrine de la fierté et de la créativité estampillée « Made in Cameroon ».



Comment passer inaperçu avec autant de Brand Ambassadors de prestige ? Des stars du showbiz telles que Daniel Nsang, Muriel Blanche, Marcelle Kuetche, Moustik le Karismatik, Ebenezer Kepombia alias « Mitoumba », mais pas que. Sur cette liste non exhaustive, on retrouve également des vedettes africaines de la chanson comme

Singuila, de la télévision comme l'Ivoirien Landry Gnamba et des collaborations remarquées dans des séries à succès comme « Madame Monsieur » ou encore « La Nouvelle épouse ». Des personnages, des personnalités et des productions qui ont contribué ces dernières années au succès de la marque vestimentaire l'AM 237.

Fondée en 2015 par l'entrepreneur Arnaud de Wecapounet, la marque ne cesse d'étendre ses frontières. L'AM 237 est une marque 100 % camerounaise, de son acte de naissance à la conception et à la réalisation de ses créations. Des produits tirant leur essence et leur singularité dans l'attachement profond à l'identité, au patrimoine

culturel, à l'économie et aux arts de vivre du pays réputé être aujourd'hui « le continent ». « En choisissant l'AM 237, vous ne faites pas qu'acheter un vêtement ; vous devenez partie intégrante d'un mouvement qui valorise et soutient l'économie locale. Vous portez un symbole, celui de l'authenticité camerounaise, de la richesse culturelle et du potentiel infini du pays. » Un credo commercial se traduisant sur le plan vestimentaire par une gamme variée d'ensembles « sénateurs » assortis, des tuniques et des boubous aux motifs traditionnels pour tous les âges, imbibés de la fierté, de la créativité, de l'originalité et

de la résilience camerounaise. Un élan créatif qui se déporte dans la confection d'accessoires tels que les sacs, les espadrilles et les babouches. La vision teintée d'audace est accompagnée d'un ancrage social. L'AM 237 est une marque disposant de quatre showrooms qui offre de nombreuses opportunités d'emploi et de formation dans le domaine de la mode et de la couture. L'objectif étant de faire grandir la dynamique communauté drapée du savoir-faire à la camerounaise. ■

IBRAHIM LINDOU





Jeux olympiques 2024

Paris sort le grand jeu

Comme lors des grandes compétitions, la France a su marquer les esprits. Le grand honneur des spectateurs et téléspectateurs de la planète olympique.

Des têtes prestigieuses, avec en première ligne Paul Biya aux cotes de plusieurs autres Chefs d'États qui ont assisté à la place du Trocadero au gala final concocté par le Comité d'organisation des Jeux olympiques Paris 2024. C'est de cette position qu'ils ont pu apprécier le défilé sur la Seine des délégations sur les péniches et les bateaux.

Jean Daniel NZEGUE à Paris

Jeux olympiques 2024

Paris sort le grand jeu

Comme après la Coupe du monde en 1998, la France a de quoi être fière au lendemain des Jeux olympiques tenus du 26 juillet au 11 août 2024. Paris a donné une leçon olympique aux sceptiques en enchaînant chapitre après chapitre ferveur, discipline, hospitalité, technologie, qualité, civisme, spectacle, émotions, efforts et bien évidemment performance. La qualité et le charme à la française se sont affichés tout au long des arènes bondées par des juilletistes et des aoutiens souriants sous l'encadrement de forces de l'ordre. De la cérémonie d'ouverture colorée et très artistique avec les shows des stars internationales telles que Céline Dion, Lady Gaga, Aya Nakamura à la clôture digne d'un volet de la saga « Mission impossible », on retiendra surtout des images saisissantes. C'est le cas notamment de l'allumage de la vasque olympique par les légendes olympiques françaises Marie-José Perec et Teddy Riner, les fulgurances de l'« Aquaman » Léon Marchand ou Simone Biles s'ancrant davantage dans la légende.





L'Agence de Promotion des Investissements (API) est un établissement public administratif doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est placée sur la tutelle technique de la Présidence de la République du Cameroun (PRC) et sous la tutelle financière du Ministère chargé des Finances.

> LA STRUCTURE

Conformément au décret du Chef de l'Etat N°2019/074 du 18 février 2019 portant réorganisation et fonctionnement de l'Agence, elle comprend un Conseil d'Administration, une Direction Générale, des Services Centraux et des Services Déconcentrés.

> OUR MISSIONS

- Investment facilitations and support ;
- Investment promotion ;
- Dissemination of investment opportunities ;
- Policy advocacy ;
- Data bank of investment opportunities ;
- Investment licensing

> LOI N°2013/004 DU 18 AVRIL 2013

La loi du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun comprend plusieurs avantages aux investisseurs et potentiels investisseurs au Cameroun.

1. LES INCITATIONS COMMUNES :

■ Les incitations fiscales et douanières :

Pour une durée de quinze (15) ans, dont cinq (5) ans pour la phase d'installation (l'exonération du paiement de plusieurs taxes à l'instar de la patente et de la TVA) et de dix (10) ans pour la phase d'exploitation (exemptions ou les réductions du paiement de différents impôts et taxes, à l'instar des droits d'enregistrement relatifs aux prêts, des emprunts et avances en compte courant, d'impôts sur le revenu des capitaux mobiliers, du report des déficits d'exploitations etc...)

■ Les incitations financières :

Ceci concerne le droit d'avoir en République du Cameroun et à l'étranger des comptes en monnaie locales et en devises et d'y effectuer des opérations. C'est aussi le droit d'encaisser et de conserver librement à l'étranger les fonds acquis, ou emprunts à l'étranger, et d'en disposer librement. C'est enfin le droit de payer directement à l'étranger les fournisseurs non-résidents des biens et services et la possibilité de payer le personnel étranger en devises.

■ Les incitations administratives :

La mise en place des guichets d'accueil dans les principaux aéroports du Cameroun permettant la facilitation de l'obtention de visas de débarquement aux investisseurs étrangers. L'opérationnalisation des centres de formalités de création des entreprises, structures qui permettent de créer une entreprise en 72 heures.

2. LES INCITATIONS SPECIFIQUES

Elles concernent les projets d'investissement qui permettent d'atteindre les objectifs prioritaires du gouvernement et les entreprises existantes qui s'engagent à augmenter leur capacité de production ou à créer de nouveaux postes d'emploi pour les camerounais.



Shinwin SOH BOMA DONATUS,
Directeur Général Par Interim

A DRIVING FORCE FOR ECONOMIC DEVELOPMENT



PORT AUTONOME DE KRIBI
PORT AUTHORITY OF KRIBI

www.pak.cm

+237 242 653 033
+237 222 462 100

+237 222 235 340

@contact@pak.cm

@portofkribi

kribiport

PortofKribi

Smart Port. Attractive Business

Siège social : Yaoundé - Cameroun, Nouvelle route Bastos face hôpital Bethesda

Email : info@investincameroon.net / inquiries@investincameroon.net

B.P. 20771 Yaoundé - Tél : +237 222 21 89 70 - Site web : www.investincameroon.net

Antenne régionale du Littoral : Rue Tobie Kouoh à coté du bureau des transports Bonanjo



Editions All Access
Oeuvres d'Art - Ouvrages de référence

We Create Added Value...

**Public relations • Advert •
Even't • Agenda • Book Magazine •
Gadget • Campaign communication...etc**

facebook.com/ AllAccessCmr/
 twitter.com/agency_access
 +237 677 55 77 27 / +33 658 85 66 62

**OCTROI
DES AVANTAGES
DU CODE DES
INVESTISSEMENTS**

**DEVELOPPEMENT DE
PARTENARIATS D'AFFAIRES**

**FORMALITES
DE CREATION
D'ENTREPRISES
EN MOINS DE 24H**



LES EXPERTS DU CEPICI

**vous assistent
dans vos affaires**

Contactez le CEPICI au **(225) 20 31 14 00** ou sur **www.cepici.gouv.ci**

Avenue Abdoulaye Fadiga, 16^{ème} Etage, immeuble Belle Rive - Plateau

CEPICI Officiel
 @Cepici_RCI
 CEPICI-TV



TRANSFORMONS L'AFRIQUE

-  Cameroun
-  Congo
-  Ethiopie
-  Ghana
-  Nigéria
-  Sénégal
-  Sierra Leone
-  Afrique du Sud
-  Tanzanie
-  Zambie



DANGOTE CEMENT



Construisez l'esprit tranquille

CERTIFICATION ISO 9001 :2015



**DANGOTE
CEMENT**